

## CRIMINALISATION DE LA COLONISATION FRANÇAISE Le texte de loi adopté par le Sénat avec des réserves sur 13 articles

Lire l'article de A. Z. page 3



TEBBOUNE  
Renforcer  
la justice  
constitutionnelle  
en Afrique P. 3



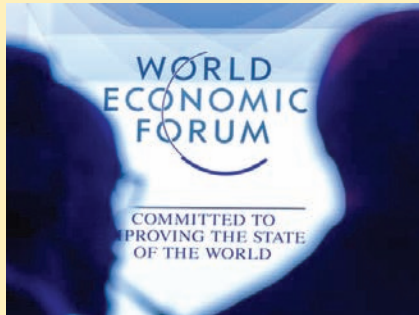
SKIKDA,  
CONSTANTINE  
8 personnes  
tuées par  
le monoxyde  
de carbone P. 5

MINISTÈRE DE LA  
COMMUNICATION  
Le quotidien  
El Watan mis  
en demeure P. 5

### DÉBAT

**Algérie :  
l'heure du choix  
stratégique**

Par Laala Bechetoula page 7



QUAND L'EAU DÉCIDE :  
SÉCURISER LES AMBITIONS  
NATIONALES PAR LE CYCLE  
HYDROLOGIQUE

**Pour une Algérie  
résiliente,  
souveraine  
et durable**

Par Elhabib Benamara page 7

QUAND LE SERVICE  
PUBLIC FRANÇAIS ABDIQUE

**Chronique d'une  
indigence médiatique** P. 4





Ghaza  
Netanyahu continue  
d'entraver l'accord  
de cessez-le-feu

Mohamed Mehdi

Vendredi, 106<sup>e</sup> jour du cessez-le-feu, Israël continue ses violations de l'accord de Charm Al-Cheikh, faisant des centaines de martyrs et davantage de blessés depuis la signature du «plan de paix», dans ce qui semble être une démarche menée, en total accord, avec l'administration Trump. La veille (jeudi), le jour même de l'annonce par le président américain, en marge du Forum économique de Davos, de l'installation du «Conseil de paix», avec comme membre le criminel de guerre Netanyahu, les attaques de l'armée génocidaire d'Israël ont fait au moins 4 martyrs et plusieurs blessés. Durant les 48h précédant la journée de jeudi, les bombardements de l'occupation sioniste ont fait 11 martyrs et 7 blessés, selon le dernier rapport statistique du ministère de la Santé. Ce qui fait passer le bilan des massacres israéliens, depuis l'accord de cessez-le-feu, du 11 octobre 2025, à 477 martyrs, 1.301 blessés. Quant au nombre cumulé des victimes du génocide israélien à Ghaza, depuis le 7 octobre 2023, il passe à 71.562 martyrs et 171.379 blessés.

Le Hamas dénonce l'inclusion  
de Netanyahu au «Conseil  
de la Paix»

Le Mouvement de résistance islamique (Hamas) a condamné, jeudi, «l'inclusion du criminel de guerre et chef du gouvernement d'occupation, Benjamin Netanyahu, recherché par la Cour pénale internationale, au sein du 'Conseil de paix', qualifiant la démarche de Trump «comme un dangereux précédent qui contrevient aux principes de justice et de responsabilité». «Le criminel de guerre Netanyahu continue d'entraver l'accord de cessez-le-feu à Ghaza et commet les violations les plus odieuses en ciblant des civils non armés, en détruisant des quartiers et des infrastructures publiques, et en s'attaquant à des abris, malgré un cessez-le-feu en vigueur depuis plus de trois mois», rappelle la déclaration.

«Nous appelons le Conseil de paix à assumer ses responsabilités et à mettre fin aux violations commises par l'occupation, en l'obligeant à respecter les termes de l'accord», notamment par «l'acheminement de l'aide humanitaire et des abris, ainsi que le lancement des opérations de secours et de reconstruction», conclut le Hamas.

La charte du «Conseil de la  
Paix» de Trump ne mentionne  
pas Ghaza

Le président des États-Unis, Donald Trump, a officiellement annoncé, jeudi à Davos (Suisse), la charte de son «Conseil de la Paix», un organe conçu pour «résoudre les conflits internationaux», alors qu'initialement il avait pour mission de superviser la reconstruction de Ghaza, et auquel l'adhésion permanente a été mise à prix pour un milliard de dollars. Mais, comme le constate Al Jazeera English, «la char-

te de onze pages» de ce conseil «ne mentionne pas une seule fois Ghaza». Trump prétend, à travers cet «outil», résoudre «d'autres crises mondiales». «Une fois ce conseil pleinement opérationnel, nous pourrions faire à peu près tout ce que nous voulons», a affirmé Trump sur la scène du Forum économique mondial avant de signer les documents officialisant la création du «Conseil de la Paix» auquel participent des dirigeants, des ministres des Affaires étrangères et des hauts responsables de 19 autres pays, dont l'Argentine, le Qatar, l'Azerbaïdjan, l'Indonésie, la Hongrie, le Maroc, Bahreïn, le Pakistan, l'Arabie saoudite et la Turquie. Même si Trump a affirmé dans son discours d'ouverture lors de la cérémonie que ce Conseil «collaborerait avec de nombreux autres acteurs, y compris les Nations Unies», beaucoup craignent une volonté de fragiliser davantage l'ONU. «J'ai toujours dit que les Nations Unies avaient un potentiel énorme, mais qu'elles ne l'avaient pas exploité», a déclaré Trump, ajoutant que le Conseil allait «remporter un vif succès à Ghaza» et que «nous pourrions étendre notre action à d'autres domaines à mesure que nous réussirons à Ghaza».

L'ONU demeure la seule  
organisation internationale à  
adhésion universelle

Répondant indirectement aux déclarations de Trump, Stéphane Dujarric, porte-parole du Secrétaire général, a affirmé jeudi, lors du point de presse quotidien, que «l'ONU demeure la seule organisation internationale à adhésion universelle». «Nous avons évidemment pris connaissance des annonces faites hier et aujourd'hui à Davos. Le Secrétaire général poursuit son travail avec la détermination de mettre en œuvre les mandats qui lui ont été confiés, tous fondés sur le droit international et sur la Charte des Nations Unies. Autrement dit, notre travail continue», a ajouté Dujarric.

A une autre question relative au lancement du «Conseil de la paix», la position de Trump à l'égard de l'ONU à qui il demande sa coopération, le porte-parole du SG des Nations Unies ajoute : «nous sommes déterminés à tout mettre en œuvre pour assurer la pleine application de la résolution 2803 du Conseil de sécurité, qui a salué la création du Conseil de la paix pour Ghaza. Et comme vous le savez, cette résolution et le plan présenté par le président Trump prévoyaient que l'ONU joue un rôle de premier plan dans l'acheminement de l'aide humanitaire».

«Je pense que nous avons acheminé une aide humanitaire considérable à Ghaza, dans la limite de nos capacités. Nous avons évoqué les restrictions, mais vous savez combien nous avons pu accomplir davantage depuis le cessez-le-feu. Dans ce cadre, nous avons collaboré étroitement avec les autorités américaines et nous continuerons de le faire», dit-il encore.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Le «conseil de la paix» porté par Donald Trump n'est ni une anomalie ni une extravagance personnelle. Il est

l'expression la plus décomplexée d'un impérialisme ancien, désormais libéré de ses masques humanitaires. Ce que Trump propose au monde n'est pas la paix, mais sa confiscation par la puissance dominante, transformée en outil de contrôle politique, économique et stratégique. Depuis sa création, l'Organisation des Nations Unies n'a jamais échappé aux rapports de force. Mais elle portait au moins une promesse: celle d'un cadre collectif où les États, théoriquement égaux, pouvaient limiter l'arbitraire des plus puissants. Le projet trumpien rompt radicalement avec cette logique.

Il ne cherche pas à réformer l'ONU, ni même à la concurrencer loyalement. Il la court-circuite, l'humilie, et la rend obsolète en pratique, en instaurant un ordre parallèle fondé sur la loyauté, l'argent et la soumission.

Un conseil créé par un seul homme, présidé à vie par ce même homme, où un seul nom figure dans la charte fondatrice : celui du président des États-Unis. Cette personnalisation extrême du pouvoir n'est pas un détail narcissique ; elle est la traduction politique d'une vision impériale du monde. Le centre décide, la périphérie obéit. Les États ne sont plus des partenaires, mais des variables d'ajustement dans une architecture dominée par Washington ou plus exactement par celui qui s'y installe. L'exigence d'un milliard de dollars pour intégrer ce «conseil» révèle brutalement la nature du système. Il ne s'agit pas de financer la paix, mais de payer l'accès au pouvoir impérial. Les pays du Sud, déjà étranglés par la dette, les sanctions ou la dépendance économique, sont sommés de financer leur propre marginalisation. La paix devient un privilège marchand, réservé aux régimes capables d'acheter une protection politique ou une reconnaissance stratégique.

La géographie des pays invités n'a rien d'innocent. Elle reflète une cartographie bien connue de l'impérialisme contemporain: régimes autoritaires alliés, États-pivots régionaux, partenaires utiles dans les jeux d'influence énergétique, militaire ou géopolitique. Peu importe les violations des droits humains, les occupations, les guerres par procuration. Ce qui compte, c'est l'alignement. À l'inverse, le refus de certaines puissances européennes, pourtant elles-mêmes héritières d'un lourd passé colonial, souligne le caractère excessivement brutal presque caricatural de l'entreprise trumpienne.

Lorsque Trump attaque l'ONU pour son inef-

De l'ONU aux clubs  
privés

ficacité, il reprend un discours bien rodé de l'hégémonie américaine : celui qui consiste à discréditer toute institution dès lors qu'elle limite la liberté d'action de l'Empire. Pourtant, ce ne sont pas les Nations Unies qui ont envahi l'Irak, détruit la Libye, militarisé l'Afghanistan ou couvert l'occupation de la Palestine. L'ONU a souvent été complice par son silence, mais rarement l'initiatrice. Trump, lui, revendique ouvertement l'unilatéralisme comme vertu.

Les «guerres» qu'il affirme avoir terminées illustrent cette logique impériale. Il ne s'agit pas de paix, mais de gestion des conflits selon les intérêts américains. Des conflits gelés, déplacés, externalisés vers des acteurs régionaux, pendant que Washington conserve la main sur les leviers essentiels : sanctions, armements, reconnaissance diplomatique. La paix proclamée est une paix coloniale : silencieuse pour les dominants, violente pour les peuples.

Le rappel de l'ONU concernant Ghaza est à cet égard révélateur. Là où l'organisation évoque une paix durable, Trump impose une paix d'autorité, indifférente au droit des peuples, aux causes profondes du conflit et aux crimes structurels de l'occupation. La Palestine, comme tant d'autres dossiers, devient un terrain d'expérimentation de cette nouvelle diplomatie impériale : rapide, brutale, médiatique, et totalement détachée de la justice.

Ce «conseil de la paix» incarne ainsi une mutation dangereuse de l'impérialisme américain. On ne cherche plus à justifier la domination par des discours sur la démocratie ou les droits humains. On l'assume ouvertement. La paix est ce que décide le plus fort. Le droit est ce qu'il tolère. Les institutions internationales sont acceptées tant qu'elles servent, rejetées dès qu'elles contraignent.

En marginalisant l'ONU, Donald Trump ne s'attaque pas à une bureaucratie inefficace. Il s'attaque à l'idée même que les peuples puissent, un jour, opposer le droit à la force. Il enterre la fiction d'un ordre international fondé sur des règles communes, pour lui substituer une réalité plus ancienne, plus brutale : celle de l'Empire sans masque.

Ce projet n'annonce pas un monde plus stable. Il annonce un monde plus violent, plus inégal, où la paix devient une récompense politique et non un droit. Et face à cette dérive, la question n'est plus seulement de défendre l'ONU telle qu'elle est, mais de rappeler une évidence que l'impérialisme cherche toujours à effacer : il n'y a pas de paix possible sans justice, et aucune justice ne peut naître de la domination.

Investissement  
Le renforcement du partenariat  
algéro-russe au menu

Les opportunités de partenariat algéro-russe dans plusieurs secteurs ont été examinées, jeudi, lors d'une rencontre tenue au siège de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), entre les cadres de l'agence et une délégation parlementaire russe, conduite par M. Dmitry Sablin, membre de la Douma et coordinateur du groupe parlementaire chargé des relations avec les Parlements des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, indique une communiqué de l'AAPI.

Cette rencontre intervenant à l'occasion d'une visite de travail

effectuée par la délégation russe en Algérie, a porté sur "les opportunités de partenariat dans les secteurs prioritaires, notamment les énergies renouvelables, l'industrie, les mines, le tourisme, la logistique et les technologies modernes", tout en insistant sur la volonté de l'Algérie d'attirer davantage d'investissements russes et de renforcer la coopération économique entre les deux pays, précise le communiqué.

Le climat d'investissement en Algérie a également été présenté, notamment les avantages prévus par la nouvelle loi sur l'investisse-

ment, y compris les garanties, et les incitations fiscales et parafiscales, outre le rôle de l'Agence dans l'accompagnement et la protection des investisseurs, et l'octroi du foncier économique.

La délégation russe a pris connaissance des aspects opérationnels pour la localisation des investissements en Algérie, et transmis le souhait de plusieurs opérateurs russes de concrétiser des projets d'investissement en Algérie, considérée comme porte d'entrée vers les marchés africain, européen et méditerranéen, conclut le communiqué.

Le Quotidien  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
ORAN - PRESSE  
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président  
Directeur Général  
Directeur  
de la Publication  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

Direction - Administration  
Rédaction  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21  
Fax et Rédaction: 041.23.25.20  
Imp.: Oran : imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>  
E-mail : [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77  
E-mail : [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz) / [programmation.regie@anep.com.dz](mailto:programmation.regie@anep.com.dz) / [agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz) / [agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz) / [agence.ouargla@anep.com.dz](mailto:agence.ouargla@anep.com.dz) / [agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)



Criminalisation  
de la colonisation française  
Le texte de loi adopté  
par le Sénat avec des  
réserves sur 13 articles



A. Z.

Inscrit et retiré de l'agenda législatif en 1984, puis en 2005, le texte de loi criminalisant la colonisation française en Algérie a été adopté, jeudi, lors d'une séance plénière présidée par M. Azouz Nasri, président du Conseil de la nation, en présence du ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, M. Abdelmalek Tacherift, et de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Nadjiba Djilali. Les parlementaires répondent ainsi à une longue attente populaire sur ce registre. Des réserves ont été émises sur 13 articles en vue de leur révision, notamment ceux relatifs aux «réparations» et aux «excuses» car ne correspondant pas à l'orientation nationale ancrée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

La loi criminalisant la colonisation française adoptée par l'Assemblée populaire nationale (APN), le 24 décembre dernier, en s'appuyant sur un inventaire précis de griefs, dont la restitution des archives, la décontamination des sites d'essais nucléaires français au Sahara et la reconnaissance des massacres et des spoliations foncières, réclame à la France des «excuses officielles» et des réparations, des clauses qui ne sont pas en conformité à l'orientation nationale fixée par le président Tebboune, qui a clairement mis de côté la question de la compensation financière lors d'un discours au Parlement, prononcé à la fin de l'année 2024. « Nous ne sommes tentés ni par l'argent, ni les euros ou les dollars. Nous réclavons la reconnaissance (par la France) des crimes commis dans le pays », avait-il soutenu.

Suite à ces réserves, les articles concernés seront soumis aux mesures constitutionnelles et juridiques en vigueur, notamment l'article 145 de la Constitution, alinéa 5, et les articles 88 à 98 de la loi organique 16-12 modifiée, prévoyant leur soumission à la commission paritaire des deux chambres du Parlement. Il s'agit des articles 1<sup>er</sup>, 5, 7, 9, 10, 15, 16, 17, 18, 20, 21, 25, 26 dont la Commission de la défense nationale du Conseil de la nation a demandé «la réécriture et la reformulation, en y apportant les améliorations et les corrections susceptibles de renforcer la qualité de la législation, de garantir la pertinence du tex-

te et de consacrer son efficacité juridique et institutionnelle».

UNE «RÉFÉRENCE»  
POUR LES PAYS  
AYANT VÉCU  
SOUS LE JOUG DU  
COLONIALISME

Le président du Conseil de la nation a salué la teneur du texte de loi sur la criminalisation de la colonisation en Algérie, qualifiant cette loi de «référence» pour les pays ayant vécu ce colonialisme tyrannique et abject. Notons que ce texte s'inscrit dans un mouvement africain plus large réclamant justice réparatrice et la reconnaissance des préjudices coloniaux. A l'issue de cette plénière consacrée à l'adoption du texte de loi sur la criminalisation de la colonisation française en Algérie, du texte de loi organique portant statut de la magistrature, ainsi que du texte de loi portant amendement du code de la nationalité, M. Nasri a souligné que l'adoption du texte de loi criminalisant la colonisation se veut «un acquis pour le peuple algérien et pour la famille révolutionnaire». Il a salué ainsi «l'initiative exceptionnelle» des députés de l'APN en proposant une loi qui criminalise la colonisation française en Algérie, afin qu'elle soit «un témoin immortel des crimes barbares du colonialisme français en Algérie, visant à effacer l'humanité, l'identité et les biens partout dans la terre de l'Algérie».

Le président du Conseil de la nation a évoqué «la dimension continentale et universelle de ce texte qui peut servir de référence pour les pays africains et autres nations ayant vécu l'amertume, la tyrannie et l'arrogance du colonialisme», relevant que le Conseil de la nation a initié la parution d'un numéro spécial de la revue «La Pensée parlementaire» du mois de janvier courant intitulée «Les crimes de la colonisation française en Algérie : 1830-1962», ce qui se veut «un gage de fidélité et un hommage aux sacrifices incommensurables du peuple algérien, tout au long de plus de 130 ans». Concernant la réserve sur certains articles du texte de loi, M. Nasri a fait savoir qu'ils seront renvoyés à la commission paritaire, étant une procédure constitutionnelle dont la mission est de proposer un texte relatif aux dispositions objet de désaccord, étant donné que ces articles doivent être adoptés dans les jours à venir.

Ligne ferroviaire minière de l'Ouest  
Une délégation ministérielle à Tindouf

Une importante délégation ministérielle a entamé, vendredi, une visite de travail dans la wilaya de Tindouf, pour s'enquérir de l'opérationnalité de la ligne ferroviaire minière Gara Djebilet-Tindouf-Béchar (950 Km). La délégation ministérielle comprend le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, le ministre d'Etat, ministre des

Hydrocarbures et des Mines, Mohamed Arkab, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, la ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, et la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, ainsi que le Directeur général de la Sûreté

nationale, Ali Badoui, et le Directeur général de la Protection civile, le Colonel Boualem Bourelaf.

Lors de cette visite, la délégation devait se rendre à la gare ferroviaire de Tindouf et procéder à l'inspection du site de chargement des premières expéditions de minerai de fer, ainsi que de la gare ferroviaire de Gara Djebilet.

Raïna  
Raïkoum

Belkacem Ahcène Djaballah

Les «Verts»,  
les «Fennecs»,  
les «Guerriers  
du Desert»,  
et puis quoi encore ?

l'entraîneur, les dirigeants et je ne sais qui encore.

Alea Jacta Est ! Le sort en est jeté! En ce sens qu'à quelques mois de la Coupe du monde, et l'Algérie s'étant qualifiée pour affronter, dès l'entame, deux grandes équipes, en l'occurrence l'Argentine et l'Autriche, il s'agit de s'y préparer dès main-

Bien sûr, il y a la défaite de nos footballeurs face à une grande équipe nationale nigériane de foot en quart de finales à la Can 2025, alors que bien des espoirs avaient été placés en eux. Surtout qu'ils avaient bien brillé lors des deux premiers tours. Mais, emportés par notre soutien inconditionnel, on avait oublié que quelques hironnelles ne font jamais un printemps. Et, les tirs fabuleux et miraculeux comme celui de Boulbina ne peuvent pas être légion.

On avait oublié aussi que le climat régnant au niveau du pays organisateur n'allait pas faciliter la tâche. De manière toute pernicieuse, en plus d'une programmation assez serrée ne permettant pas une récupération physique acceptable, «on» (la Caf y compris) a tout fait pour déstabiliser le moral des joueurs. Ce n'est certes pas un « complot » mais on en est pas très loin. On n'est pas les seuls à nous en plaindre. Finalement, « à quelque chose défaite est bonne » et cela a permis à notre équipe nationale (et à deux de nos journalistes) de rentrer à la maison sains et saufs physiquement. Cela va permettre, aussi, au staff dirigeant, de préparer, sans trop de dégâts, la Coupe du monde de juillet 2026, aux States. À condition que...

À condition que les supporteurs et surtout certains commentateurs et autres « consultants » arrêtent de descendre continuellement en flammes les joueurs,

tenant. Physiquement, pour avoir des joueurs en très bonne (et forte) condition physique et un moral d'acier. Un moral de gagnant! Un moral qui ne peut être présent que grâce au soutien inconditionnel, aveugle, de tous, et à une confiance totale dans la formation actuelle. Ainsi qu'à une tactique qui reste, peut-être, à peaufiner pour l'adapter aux jeux des futurs adversaires, la Jordanie y compris. Ah, j'oubliais, la maîtrise des nerfs qui reste très largement à améliorer. Un ou deux psychologues devraient, si ce n'est déjà fait, être intégrés au staff médical. Reste un point qui me tient à coeur et qui me paraît important. Se débarrasser du discours «bellicueux» et des titres pompeux, plus vaniteux que réalistes, dont celui, surtout médiatique, qui affuble notre équipe nationale d'appellations multiples, traumatisantes, comme «Guerriers du Desert». Ne faut-il pas se suffire de l'appellation officielle: «Les Fennecs», Le Fennec? Certes un tout petit animal tout mignon mais très, très, très résistant puisqu'il a su survivre et proliférer durant des millénaires dans un espace désertique et hostile. Un vrai Amazigh! Libre, endurant et toujours là.

Tebboune

Renforcer la justice constitutionnelle en Afrique

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a indiqué, jeudi, que l'Algérie attache une grande importance au renforcement de la justice constitutionnelle en Afrique, soulignant qu'elle demeurera un soutien pour le continent et un défenseur du droit de ses peuples à disposer d'institutions fortes et souveraines.

Dans une allocution adressée aux participants aux travaux de la 19e session du Bureau exécutif de la Conférence des juridictions constitutionnelles africaines au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal (Alger), lue en son nom par la présidente de la Cour constitutionnelle, Leïla Aslaoui, le président de la République a affirmé que l'Algérie, «partant de son engagement de principe envers l'Afrique, demeurera un soutien pour le continent dans les domaines politique, juridique, institutionnel et de développement, et un défenseur du droit de ses peuples à disposer d'institutions fortes et souveraines». "L'Algérie attache une grande importance au renforcement de la justice constitutionnelle africaine, en tant que principale garante de la suprématie de la Constitution, de l'indépendance des pouvoirs, de la protection des droits et des libertés, et de la consolidation de la stabilité et de la paix", a soutenu le président de la République.

Concernant la tenue, en Algérie, de la 19e session du Bureau exécutif de la Conférence des juridictions constitutionnelles africaines, le président de la République a mis en avant "le rôle axial de l'Algérie dans l'organisation d'événements de dimension continentale, à l'image de la Foire commerciale intra-africaine (IATF) et de la Con-

férence africaine des start-up, comme piliers du développement économique et de l'innovation en Afrique".

Le président de la République a fait observer que "cette jonction entre les deux initiatives traduit l'engagement de l'Algérie à instaurer un environnement africain intégré basé sur le soutien à l'investissement et au développement économique, d'une part, et sur la consécration de l'Etat de droit et le renforcement de la coopération en matière de justice constitutionnelle, d'autre part, contribuant ainsi à la réalisation de la stabilité institutionnelle et du développement durable en Afrique".

Cette approche intégrée, a-t-il expliqué, reflète "l'étroite corrélation entre l'innovation, l'investissement, l'édification d'institutions constitutionnelles fortes, la garantie de l'Etat de droit et la consolidation de la confiance dans le cadre juridique et institutionnel au sein du continent africain".

Le président de la République a, en outre, souligné que le choix de l'Algérie pour abriter le siège de la Conférence des juridictions constitutionnelles africaines revêt une "profonde symbolique" témoignant de la confiance de ces juridictions en l'Algérie et en son "engagement opérationnel à soutenir l'action judiciaire constitutionnelle africaine".

Au-delà de sa dimension symbolique, ce choix "s'incarne aussi dans l'appui multiforme apporté par l'Algérie à la Conférence", a-t-il dit.

Ainsi, l'Algérie réaffirme "son attachement à permettre à cet espace continental actif d'exercer son rôle dans le renforcement de la coopération entre les juridictions constitutionnelles

africaines, l'ancrage de la justice constitutionnelle et la contribution à la consécration de l'Etat de droit", a-t-il ajouté. Le président de la République a également rappelé que la tenue de cette session intervient dans un contexte national marqué par l'importante initiative de la révision constitutionnelle de 2020, qui a constitué "une étape charnière dans le processus de réformes politiques et institutionnelles, instaurant, pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, une Cour constitutionnelle, en consécration de notre volonté claire de promouvoir la justice constitutionnelle et de renforcer l'Etat de droit".

"Ce changement qualitatif a contribué au renforcement de l'indépendance de la justice, à l'ancrage du principe de séparation des pouvoirs et à l'orientation des mécanismes de contrôle constitutionnel pour renforcer le système de protection des droits, des libertés et des garanties constitutionnelles du citoyen", a-t-il expliqué. A cet égard, le président de la République a salué "les efforts constants déployés par la Cour constitutionnelle en matière de diffusion de la culture constitutionnelle, en tant qu'élément fondamental dans la construction de l'Etat de droit et la promotion de la citoyenneté, à travers la formation, la sensibilisation et l'ouverture sur les institutions et la société". Cette démarche, a-t-il dit, traduit "l'importance que revêt la diffusion de la culture des droits et des libertés et son ancrage dans la pratique quotidienne, au service de la consolidation de la stabilité et de la promotion de pratique démocratique".



## Intégration des enseignants Les précisions du ministère de l'Education

M. Aziza

Le ministère de l'Education nationale a réaffirmé le maintien de la formation obligatoire de 80 heures, considérée comme indispensable pour la promotion des enseignants à de nouveaux grades, malgré le rejet exprimé par l'intersyndicale.

Selon le ministère, cette formation constitue une étape essentielle pour la régulation des salaires et la validation des grades. Cette décision fait suite à la menace de boycott émise par une dizaine de syndicats autonomes regroupés au sein de l'intersyndicale de l'éducation.

Dans un communiqué rendu public, le ministère de l'Education nationale a tenu à expliquer que la formation en question constitue une condition légale visant à accélérer l'accès des enseignants concernés à leurs nouveaux grades. Tout en soulignant que cette note d'explication intervient suite à la circulation d'informations imprécises sur les réseaux sociaux et certaines pages syndicales au sujet de la nature de cette formation, laquelle concerne trois catégories de personnel. Et de préciser que cette formation a été programmée afin de permettre une intégration rapide, accompagnée des augmentations salariales prévues, dans les meilleurs délais.

Le département de Mohamed Seghir Saâdaoui a affirmé que la formation se déroulera tous les samedis pendant quatre mois, conformément au volume horaire arrêté entre le ministère de l'Education nationale et la Direction générale de la fonction publique et de la réforme administrative (DGFPRA), soit un minimum de 80 heures, jugé nécessaire pour atteindre les objectifs pédagogiques fixés.

Tenant compte du mois de Ramadhan, le ministère rassure en précisant qu'il a été décidé de programmer le stage pratique au sein des établissements éducatifs où exercent les enseignants concernés. Le programme de formation prendra aussi en considération les compétences requises pour le nouveau grade. Enfin, le communiqué précise que l'accès aux avantages liés au nouveau grade sera effectif immédiatement après l'achèvement de la formation.

Il convient de rappeler que l'intersyndicale de l'éducation avait exprimé son rejet de cette « formation d'intégration ». Précisant que ce refus a été déjà exprimé dans le cadre des propositions soumises au ministère de l'Education nationale dans le cadre de la modification du statut particulier des fonctionnaires du secteur. Pour les syndicats, cette formation est considérée « comme une procédure arbitraire et injuste qui manque de toute justification et n'est pas acceptée par la communauté éducative ».

Précisant dans un communiqué rendu public que « l'intégration est un droit professionnel acquis, fondé sur l'expérience professionnelle et les qualifications académiques et qu'elle ne peut pas être soumise à des conditions et procédures administratives restrictives ».

Tout en se disant pour un système de formation efficace, de haute qualité, continu et ciblé, visant à améliorer et à développer les performances professionnelles, l'intersyndicale rejette ce type de formation. Et revendique une intégration sans restriction ni condition, de tous les enseignants, inspecteurs, conseillers pédagogiques, superviseurs, conseillers en nutrition scolaire et de toutes les personnes concernées par l'intégration

conditionnelle, par le biais de la formation, dans les gardes nouvellement créés.

### SUIVI DES CONDITIONS DE SCOLARITÉ FACE AUX INTEMPÉRIES

Le ministre de l'Education nationale, M. Mohammed Seghir Saâdaoui, a présidé une conférence nationale pour évaluer la situation scolaire dans les régions touchées par les intempéries. Lors de cette conférence qui a eu lieu par visioconférence mercredi dernier, les directeurs de l'éducation des wilayas concernées ont présenté des rapports détaillés sur l'impact des conditions climatiques.

Le ministre a, dans ce contexte, insisté sur le fait que toute décision de poursuivre ou de suspendre les cours doit se baser sur des données précises et coordonner avec les ministères partenaires et les autorités locales. Il a également demandé de renforcer le transport scolaire et la distribution des repas chauds, notamment dans les zones isolées, pour assurer la continuité de l'enseignement.

### CONCOURS DE RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS

Le ministre a par ailleurs mis l'accent sur la nécessité pour les directeurs de l'éducation de superviser personnellement et directement le travail des commissions chargées de l'étude des dossiers relatifs au recrutement des enseignants. Il a insisté sur le respect rigoureux des normes établies et sur l'importance de soumettre à l'administration centrale les cas ne disposant pas de réponses claires, pour examen en coordination avec les services de la fonction publique.

## Quand le service public français abdique : chronique d'une indigence médiatique

Ce jeudi 22 janvier, le service public audiovisuel français s'apprête à diffuser un nouveau numéro de Complément d'enquête intitulé "Rumeurs et coups tordus : la guerre secrète France-Algérie".

Un intitulé racoleur, une promesse de scandale et surtout un nouvel épisode d'une dérive désormais assumée : celle d'un média public qui a troqué l'exigence journalistique contre les thèses les plus rances de l'extrême droite française.

Il faut appeler les choses par leur nom. Et dire que ce n'est ni une enquête, ni un travail d'information équilibré, mais une entreprise de désinformation méthodique, où l'Algérie sert de cible obsessionnelle et de fonds de commerce médiatique. France Télévisions, censée incarner la rigueur, adopte les thèses de l'extrême droite et offre une fois de plus une tribune privilégiée à ceux qui ont fait de la haine de l'Algérie leur cheval de bataille, leur marque personnelle, leur business idéologique de caniveau.

L'obsession algérienne d'une frange de la classe politique française a atteint des sommets du ridicule. Ils se cristallisent autour d'un ex-faux diplomate français, un agité, atteint d'une véritable pathologie obsessionnelle nommée "Algérie". Cet homme sale n'a cessé, durant ses deux mandats dans ce pays, de tenter de fragiliser et de plonger le pays dans le chaos. Il sait pertinemment qu'en France, plus la haine de l'Algérie est bruyante, plus la récompense est grande.

La preuve : il est aujourd'hui omniprésent sur les plateaux, promu "spécialiste incontournable", alors même que son seul capital repose sur le mensonge, l'outrance et la bassesse. Pour un tel parcours, quelle meilleure gratification que la célébrité médiatique ?

Plus grave encore, ce média public français semble désormais prêt à tout pour étayer ses hypothèses. En donnant la parole à un dealleur de drogue, maître chanteur, analphabète, voyou sans formation ni légitimité intellectuelle, dont la mis-

sion manifeste consiste à instiller le doute et à pervertir l'esprit de la jeunesse algérienne. Animé par ses propres dérivés et son incapacité à se construire une utilité sociale digne, ce personnage exhibe ostensiblement des signes de richesse et ne dissimule nullement le fait d'être entretenu et protégé par les services français.

Que le service public français descende ainsi dans les caniveaux médiatiques n'augure rien de bon pour les relations entre l'Algérie et la France. D'autant que France Télévisions n'en est pas à son coup d'essai : c'est la troisième fois que ce média public s'attaque frontalement à l'Algérie à coups de récits biaisés, d'approximations grossières et de "révélations" construites sur du sable.

Et croit naïvement que de hautes personnalités algériennes puissent être dans le même plateau qu'un vulgaire dealleur et qui n'est rien d'autre qu'un petit indic des services français.

Alors une question s'impose : qu'est-ce qui pousse le service public français à tomber si bas ? La guerre de l'audience justifie-t-elle tout ? Le buzz vaut-il désormais abdication morale et faillite professionnelle ? Ou faut-il y voir le symptôme plus profond d'un malaise français, incapable de regarder l'Algérie autrement qu'à travers le prisme du ressentiment, de la nostalgie coloniale et des obsessions politiques internes ?

A force de vouloir régler ses propres fractures identitaires sur le dos de l'Algérie, le service public français ne fait que révéler sa propre indigence. Une indigence intellectuelle, éditoriale et éthique, indigne d'un média financé par le contribuable et censé servir l'intérêt général, et non les fantasmes d'une extrême droite en quête permanente de boucs émissaires.

L'Algérie, elle, n'a pas besoin de ces caricatures pour exister. Mais la France médiatique, manifestement, a encore besoin de l'Algérie pour masquer ses propres dérivés.

## Hydrocarbures

### Trois accords de coopération signés entre l'Algérie et le Tchad

Trois (3) accords de coopération algéro-tchadienne dans le domaine des hydrocarbures ont été signés, jeudi à N'Djamena, en marge du Salon international des mines, des carrières et des hydrocarbures (SEMICA Tchad 2026), indique un communiqué du ministère des Hydrocarbures et des Mines.

La cérémonie de signature s'est déroulée sous la supervision du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures et des Mines, M. Mohamed Arkab, et de la ministre tchadienne du Pétrole, des Mines et de la Géologie, Ndolenodji Alixe Naïmbaye, en présence des PDG du groupe Sonatrach, M. Noureddine Daoudi, et de Naftal, M. Djamel Cherdoud et du directeur général de l'Institut algérien du pétrole (IAP), Mohamed Khodja, ainsi que de l'ambassadeur d'Algérie au Tchad et des cadres et responsables des deux pays.

Le premier accord concerne, un mémorandum d'entente entre le groupe Sonatrach et la société des hydrocarbures du Tchad (SHT), visant à "établir un cadre général de coopération entre les deux parties dans les domaines des hydrocarbures, notamment dans les activités de l'exploration, de déve-

loppement, de production, de transport et de valorisation des ressources en hydrocarbures, ainsi que l'échange d'expertises et de connaissances techniques, le renforcement de la formation et le développement des capacités humaines, contribuant ainsi au soutien du développement du secteur des hydrocarbures au Tchad", précise le communiqué.

Le mémorandum prévoit également l'examen des opportunités de partenariat futur et le développement de projets d'intérêt mutuel, en mettant l'accent sur le transfert de technologie, l'échange d'expériences dans les domaines technique et organisationnel, tout en tirant profit de l'expérience algérienne pionnière dans la gestion et l'organisation du secteur des hydrocarbures, selon le même communiqué.

De son côté, l'IAP a signé un accord avec le ministère du Pétrole, des Mines et de la Géologie du Tchad, visant à "instaurer un cadre global et durable de coopération dans le domaine de la formation, du renforcement des capacités et du développement des ressources humaines, en adéquation avec les besoins du secteur des hydrocarbures, tout

en permettant aux cadres et techniciens du ministère tchadien de bénéficier de l'expertise algérienne dans les différentes spécialités de la chaîne de valeur des hydrocarbures, de l'amont à l'aval", selon le communiqué.

L'IAP a également signé un autre accord avec l'Institut national supérieur du pétrole du Tchad (INSPEN), ayant pour objectif de "développer la coopération dans les domaines de la formation des formateurs, de la formation continue, de l'accueil des étudiants et de l'échange d'expertises, en plus du développement de programmes de recherche scientifique conjoints dans le domaine des hydrocarbures, de l'organisation de rencontres scientifiques et de stages, ainsi que du lancement de programmes de master et de laboratoires de recherche, contribuant à l'élévation du niveau de qualification scientifique et technique des ressources humaines".

Cet accord prévoit également l'encouragement des échanges de visites entre les responsables et enseignants des deux institutions, l'accueil de chercheurs tchadiens au sein des structures de formation et de recherche relevant de Sonatrach, ainsi que l'échan-

ge de moyens pédagogiques, l'appui scientifique et le travail conjoint dans le cadre de projets et programmes d'intérêt commun, ajoute le communiqué.

Par ailleurs, M. Arkab, a pris part, mercredi, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'ouverture du SEMICA Tchad 2026, organisé sous le haut patronage du président tchadien, le maréchal Mahama Idriss Déby Itno.

Mohamed Arkab a, en outre été reçu par le président de la République du Tchad, le maréchal Mahamat Idriss Déby Itno, indique jeudi un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, le ministre d'Etat a transmis au président tchadien les salutations fraternelles de son frère, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et lui a remis une lettre qui lui était adressée par Monsieur le président de la République, réaffirmant sa pleine volonté de consolider les liens fraternels unissant les deux peuples frères et de renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines, précise le communiqué.



## Perturbations météorologiques Sayoud inspecte les dégâts à Mascara, Relizane et Chlef

**Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a inspecté, jeudi soir à Mascara, les dégâts occasionnés par les récentes perturbations météorologiques ayant affecté plusieurs communes de la wilaya.**

El-Houari Dilmi

À l'instar des wilayas de Chlef et Relizane, le ministre, accompagné de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, et du directeur général de la Protection civile, le colonel Boualem Boughelaf, s'est enquis de la situation générale dans la wilaya à la suite des récentes intempéries, de leurs effets dus aux précipitations enregistrées, ainsi que des dispositions prises pour assurer la sécurité des citoyens et leur bonne prise en charge.

La délégation ministérielle a entamé cette visite d'inspection, effectuée sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, par le lancement d'un convoi de solidarité destiné aux familles sinistrées par les perturbations météorologiques. Ce convoi comprend des aides matérielles, des matelas et des couvertures, en plus d'équipes spécialisées dans la prise en charge psychologique et sociale, chargées d'assurer l'accompagnement nécessaire aux familles touchées. Sayoud a ensuite suivi un exposé détaillé présenté par les autorités locales, portant sur les mesures et dispositifs préventifs adoptés au niveau de la wilaya pour atténuer les effets des intempéries, notamment en ce qui concerne la sécurisation du réseau routier, la protection des vies et des biens, ainsi que la garantie d'une intervention rapide des différents services compétents. Dans son intervention à l'issue de la présentation, le ministre a salué les efforts consentis, en particulier les interventions anticipatives et les mesures préventives prises face aux perturbations météorologiques, soulignant que l'action préventive constitue un «choix stratégique» pour faire face aux intempéries et aux inondations. Sayoud a également loué l'organisation rigoureuse et la coordination sur le terrain entre l'ensemble des intervenants, ce qui a contribué à la réduction des risques et à la protection des citoyens et de leurs biens, tout en assurant le fonctionnement normal des services publics.

Sur la route nationale RN17, dans son tronçon reliant les communes de Hacine et Mohammadia, la délégation a inspecté la partie endommagée par les intempéries au niveau de l'oued Fergoug, ainsi que les opérations proposées pour traiter ce point noir. Sayoud a aussi inspecté les dégâts occasionnés par les récentes intempéries ayant touché plusieurs communes de la wilaya. Le ministre a constaté les conséquences de ces perturbations et pris connaissance, sur le terrain, des mesures



mises en œuvre à cet effet. Sayoud et la délégation l'accompagnant ont entamé cette visite d'inspection par l'examen de la situation de l'école primaire «Chahid Mefflah Tahar», située au quartier des «Tôles» dans la commune de Relizane, où il a écouté les préoccupations des citoyens sinistrés, affirmant l'engagement des pouvoirs publics à prendre en charge leurs doléances. La délégation a ensuite suivi deux exposés détaillés portant sur le bilan des interventions menées par les services de la Protection civile pour faire face aux conséquences des intempéries au cours des 72 dernières heures dans les différentes communes de la wilaya, ainsi que sur une situation actualisée des principaux points touchés, la wilaya ayant enregistré 140 interventions. Le second exposé a porté sur les procédures et mesures prises dans le domaine de la protection de la ville contre les risques d'inondations. Lors de la supervision d'une séance de travail élargie regroupant les membres de la commission de sécurité et les responsables locaux, Sayoud a donné des instructions soulignant la nécessité du respect strict des règles d'urbanisme, en tant que mesure préventive essentielle pour réduire les risques et protéger les citoyens et leurs biens.

Le ministre a également salué, lors de son intervention devant la commission, les efforts de l'ensemble des intervenants cadres, agents ainsi que les citoyens bénévoles pour leur sens élevé de responsabilité et leur mobilisation efficace, notant que cela a permis une prise en charge rapide de la situation et un retour à la normale. Le ministre de l'Intérieur a également inspecté, jeudi à Chlef, les dégâts occasionnés par les récentes intempéries ayant touché plusieurs communes de la wilaya et causé le décès d'une fillette dans la commune de Zeboudja. Dans une déclaration faite à la presse après avoir présenté ses condoléances à la famille de la fillette Lamia Azoumi (13 ans), décédée emportée par les crues de l'oued Chegroun à Zeboudja, à la suite

d'importantes précipitations, M. Sayoud a indiqué que «sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, nous sommes présents à Chlef pour inspecter les conséquences des récentes intempéries ayant touché la wilaya et aussi les wilayas de Mascara et de Relizane». Le ministre a ajouté que cette visite vise aussi à transmettre les condoléances du président de la République et des membres du gouvernement à la famille de la victime.

De son côté, Mme Mouloudji a affirmé que son département ministériel avait donné des instructions aux cellules de proximité de solidarité, dès le début des intempéries, en vue de mobiliser toutes les équipes, de fournir des aides matérielles et d'assurer la prise en charge psychologique et sociale des personnes touchées. En marge de cette visite, Sayoud a ordonné aux autorités locales de prendre en charge la réalisation de plusieurs ponts et de trouver des solutions aux doléances des citoyens. Les deux ministres ont également donné le coup d'envoi d'une caravane de solidarité au profit des citoyens affectés par les intempéries dans la wilaya de Chlef, comprenant des aides matérielles, des matelas, des couvertures ainsi que des équipes spécialisées pour la prise en charge psychologique et sociale.

A noter que, suite aux dernières intempéries, les unités et équipes de la Protection civile ont effectué 36 interventions pour l'évacuation et le pompage des eaux pluviales et des crues chargées de terre et de boue dans plusieurs zones et quartiers relevant de 12 communes de la partie ouest et nord de la wilaya. Une hausse du niveau des eaux de l'oued Allala au quartier des Frères Bourich dans la commune de Ténès, de l'oued Boukhandek à Sidi Okacha et de l'oued Taflout à Boukadir, a été également constatée, entraînant l'évacuation de trois (3) familles, tandis qu'une fillette âgée de 13 ans est décédée après avoir été emportée par les eaux dans la commune de Zeboudja.

### Skikda, Constantine

## 8 personnes tuées par le monoxyde de carbone

Cinq membres d'une même famille sont décédés à la suite d'une intoxication au monoxyde de carbone émanant du chauffage d'une maison individuelle, située au quartier Mohamed Zibouche dans la commune d'Aïn Bouziane (sud-ouest de Skikda), a-t-on appris vendredi auprès de la direction de wilaya de la Protection civile (PC).

La même source a indiqué que les agents de l'unité secondaire de la Protection civile de la commune de Sidi Mezghiche sont intervenus vers 10h25 sur les lieux de l'incident, où cinq personnes

(deux hommes, deux femmes et un enfant), âgées entre 13 et 73 ans, ont été retrouvées mortes.

La même source a ajouté que les corps des victimes ont été évacués vers la morgue de l'hôpital d'El Harrouch. Un autre drame s'est produit dans la wilaya de Constantine. Trois personnes d'une même famille résidant à la cité Chaab Resas, dans la commune de Constantine sont décédées, asphyxiées au monoxyde de carbone, a-t-on appris jeudi auprès de la direction de la Protection civile.

L'accident s'est produit durant la nuit de

### Boumerdès

## Quatre morts et un blessé dans un accident de la route

Quatre personnes sont décédées et une autre a été blessée dans un accident de la circulation survenu mercredi soir sur l'autoroute Est-Ouest, à hauteur de la commune de Labartache, à l'ouest de Boumerdès, a rapporté jeudi un communiqué de la Protection civile.

L'accident a eu lieu mercredi soir vers 21h40, suite au renversement d'un véhicule sur l'autoroute Est-Ouest en direction d'Alger, au niveau de la commune de Larbatache, a précisé le communiqué.

Les quatre personnes de sexe mascu-

lin qui ont perdu la vie sur place dans cet accident ont été transférées à la morgue de l'hôpital de Lakhdaria, dans la wilaya limitrophe de Bouira, et le blessé a été évacué au même hôpital pour y être soigné, après l'intervention des services de la protection civile.

### Ministère de la Communication

## Le quotidien El Watan mis en demeure

Le ministère de la Communication a adressé, jeudi, une mise en demeure au quotidien El Watan de se conformer immédiatement aux procédures prévues par la loi, suite à la publication d'une information trompeuse sur le nouveau Code de la route, indique un communiqué du ministère.

Le ministère a estimé que la publication par le quotidien francophone El Watan, dans son numéro 10731 paru jeudi 22 janvier 2026, d'une information en manchette de sa une et d'un article en page quatre (4), sous le titre : Les Sénateurs disent "non" au nouveau Code de la route, constitue "une information erronée et trompeuse pour l'opinion publique, dénuée de fondement", comme l'a souligné le communiqué publié par le Conseil de la nation à ce sujet, et "une violation flagrante et manifeste des dispositions de la loi organique du 27 août 2023 relative à l'information, notamment ses articles 3, 20 et 35".

"Conformément aux dispositions des articles 68 et 71 de la loi n 23-19 du 2 décembre 2023 relative à la presse écrite et électronique, et sur la base de la notification émanant du Conseil de la nation, le ministère de la Communication a adressé une mise en demeure au quotidien El WATAN de se conformer immédiatement aux procédures prévues par la loi, de même qu'il se réserve le plein droit de prendre les mesures nécessaires en cas de non-respect", ajoute la même source.

Ainsi, "le ministère de la Communication dénonce cette violation flagrante des lois par ce média, et son non-respect manifeste de l'éthique professionnelle et des règles déontologiques, et insiste sur le devoir de rigueur et de précision, et la nécessité de vérifier les informations et la fiabilité de leurs sources, afin d'éviter la diffusion d'informations erronées et trompeuses et sans fondement, susceptibles d'induire l'opinion publique en erreur et de nuire à l'intérêt général".

Après avoir souligné "son attachement constant et son respect total du principe de la liberté de la presse, et sa confiance dans le sens des responsabilités dont doivent faire preuve mesdames et messieurs les journalistes", le ministère a assuré qu'il "n'hésitera pas à prendre les mesures juridiques appropriées contre quiconque commet de telles infractions qui n'honorent pas leurs auteurs".

Il a également réitéré son appel à l'ensemble des établissements médiatiques et à tous les membres de cette noble profession à "l'impératif de faire preuve de professionnalisme et du

sens des responsabilités, de veiller à la crédibilité du discours médiatique, de respecter l'éthique et la déontologie de la profession, et de se conformer aux exigences de l'intérêt national", selon la même source.

### LE BUREAU DU CONSEIL DE LA NATION RÉAGIT

De son côté, le Bureau du Conseil de la nation a indiqué, jeudi dans un communiqué, que la procédure législative relative au Code de la route est conforme aux dispositions de la Constitution et de la loi, se disant surpris par les déclarations attribuées, par le quotidien El Watan dans son numéro paru aujourd'hui, à des membres du Conseil selon lesquelles ils auraient rejeté ce texte de loi.

Le Bureau du Conseil de la nation a réaffirmé que "comme l'a expliqué le président du Conseil de la nation lors de la séance plénière, la procédure législative relative au texte de loi portant Code de la route est conforme aux dispositions de la Constitution et de la loi, d'autant plus que 179 articles sur un total de 190 ont été adoptés, tandis que 11 articles seulement n'ont pas été adoptés et seront examinés par la commission paritaire".

Le Bureau du Conseil de la nation s'est dit étonné et surpris par les déclarations attribuées, par le quotidien El Watan dans son numéro paru jeudi, à des membres du Conseil selon lesquelles ces derniers auraient rejeté le texte de loi portant Code de la route, ainsi que par "la lecture dénuée d'objectivité et de professionnalisme qu'il en fait".

Au lendemain de la séance plénière lors de laquelle le Conseil de la nation s'est prononcé sur le texte de loi portant Code de la route, le Bureau du Conseil de la nation, présidé par M. Azouz Nasri, président du Conseil, se dit surpris et étonné par ce que le quotidien El Watan a publié, dans son numéro paru jeudi, au sujet de ce texte de loi.

Le communiqué du Bureau cite tout particulièrement "le titre à la Une du quotidien", selon lequel les membres du Conseil de la nation auraient rejeté le Code de la route, et "la teneur de l'article publié en page 4, qui est très loin de la vérité".

Dans son communiqué, le Bureau exprime "son rejet catégorique de toute lecture ou interprétation dénuée d'objectivité et de professionnalisme, ne se souciant guère de la recherche de la vérité et révélant une méconnaissance des notions élémentaires des dispositions constitutionnelles et juridiques liées au travail législatif dans notre pays".



## Son Conseil interroge Trump s'autoproclame «faiseur de paix»

**Après avoir bousculé l'ordre mondial et s'être retiré de plusieurs instances de l'ONU, Donald Trump s'essaie à la création d'une institution internationale avec son «Conseil de paix» autoproclamé, qui laisse certains experts et de nombreux pays sceptiques.**

Tôt vendredi, après un sommet européen à Bruxelles, le président du Conseil européen Antonio Costa a souligné que l'UE avait de «sérieux doutes» au sujet de cette structure, «concernant son champ d'action, sa gouvernance et sa compatibilité avec la Charte des Nations unies».

Contrairement aux Nations unies, où chaque membre a son mot à dire et où les cinq grandes puissances disposent d'un droit de veto, le «Conseil de paix» naissant est clairement dirigé non seulement par les Etats-Unis, mais aussi personnellement par Donald Trump.

Il aura le dernier mot et pourra rester à la tête de l'organisation après son mandat présidentiel.

Trump a imaginé ce comité pour Gaza, où Israël et le Hamas ont conclu en octobre un cessez-le-feu soutenu par les Etats-Unis.

Mais il a surpris en envoyant des invitations à de nombreux pays, notamment au président russe Vladimir Poutine, malgré la guerre en Ukraine. En lançant formellement ce conseil jeudi en marge du Forum économique mondial à Davos, en Suisse, M. Trump a déclaré qu'il pourrait «s'étendre à d'autres domaines à mesure que nous réussirons à Gaza».

Le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio a même affirmé que «les possibilités étaient infinies».

Donald Trump se vante d'avoir mis fin à huit guerres depuis son retour au pouvoir l'an dernier et se plaint amèrement de ne pas avoir reçu le prix Nobel de la paix.

Il a promis que le nouvel organe agirait «en coordination» avec les Nations unies mais il a dans le même temps à nouveau vilipendé l'ONU, que les Etats-Unis accusent d'inaction.

«Sur les huit guerres que j'ai menées à terme, je n'ai jamais parlé aux Nations unies. On aurait pu croire

que j'aurais dû le faire», a-t-il dit.

La question financière suscite également des interrogations, car le milliardaire fait déjà l'objet d'allégations d'enrichissement personnel depuis son retour à la Maison Blanche.

Le ticket d'entrée au «Conseil de paix» est d'un milliard de dollars pour un siège permanent.

Un responsable américain a toutefois précisé que les membres n'auraient pas à déboursier cette

somme colossale pour un mandat temporaire de deux ans et a promis «les contrôles financiers et les mécanismes de surveillance les plus stricts», même si la destination réelle de cet argent reste incertaine.

### «LOIN DES RÉALITÉS»

Les grandes nations européennes boudent ce forum, qui accorde une large place aux partenaires histori-

ques des Etats-Unis au Moyen-Orient, aux alliés idéologiques de Donald Trump et aux petits pays désireux d'attirer l'attention du président américain.

La France a dit non et le Royaume-Uni, allié clé des Etats-Unis et également membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, a refusé de faire partie des signataires.

«Ce forum n'a pas l'envergure nécessaire et ne dispose pas d'un en-

semble de principes directeurs qui permettraient à des pays sérieux de s'y joindre», affirme Aaron David Miller, ancien négociateur américain pour le Moyen-Orient et membre du Carnegie Endowment for International Peace. Selon lui, M. Trump se sent enhardi après avoir ordonné la capture du président vénézuélien Nicolas Maduro le 3 janvier, et est convaincu que les institutions mondiales existantes «ne comprennent pas que le moteur central du système international actuel est la puissance américaine».

M. Trump a annoncé jeudi retirer son invitation au Premier ministre canadien, Mark Carney, à rejoindre son «Conseil», après que le dirigeant a invité mardi à Davos les «puissances moyennes» à s'unir pour faire face aux forces «hégémoniques», visant notamment les Etats-Unis.

Un groupe de pays à majorité musulmane (Arabie saoudite, Turquie, Egypte, Jordanie, Indonésie, Pakistan, Qatar et Emirats arabes unis) a salué la création de ce conseil, tout en soulignant dans une déclaration commune qu'il devrait s'agir d'une «administration transitoire» pour Gaza.

Pour Richard Gowan, de l'International Crisis Group, un cercle de réflexion sur la résolution des conflits, le «Conseil de paix» donne une indication de la manière dont Trump souhaite mener sa diplomatie pendant les trois années restantes de son mandat.

«Il semble vouloir mettre un terme aux institutions multilatérales existantes telles que les Nations unies et se tourner vers sa propre organisation, qu'il peut contrôler entièrement», affirme l'expert.

Mais, ajoute-t-il, la première tâche du conseil étant Gaza, où M. Trump a proposé un projet de reconstruction fastueux, «si Gaza implose, le conseil n'aura pas beaucoup de crédibilité ailleurs».

## Après les affrontements entre armée et Kurdes Plus de 134.000 déplacés dans le nord-est de la Syrie

Plus de 134.000 personnes ont été déplacées dans le nord-est de la Syrie, a estimé jeudi l'agence de l'ONU pour les migrations, suite aux affrontements entre l'armée et les forces kurdes forcées à abandonner leurs territoires.

Au cours des trois derniers jours, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur de la province syrienne de Hassaké a atteint 134.803 personnes, alors qu'il était de 5.725 personnes dimanche, précise dans un communiqué l'agence de l'ONU.

Délogés d'Alep plus tôt en janvier après des combats meurtriers, puis des provinces de Raqa et Deir Ezzor lundi, les Forces démocratiques syriennes (FDS), bras armé de l'administration autonome kurde, se sont repliées au cœur de leur province de Hassaké. Le président syrien Ahmad al-Chareh a accordé mardi un cessez-le-feu de quatre jours aux Kurdes pour proposer un plan sur «l'intégration pacifique» de cette province à majorité kurde au sein de l'Etat. «Les déplacements de population observés pendant cette période reflètent les craintes d'affrontements potentiels entre les FDS et les forces gouvernementales, en particulier parmi les personnes résidant à proximité des prisons et des quartiers généraux militaires des FDS», note l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Selon elle, plus de 41.000 personnes ont trouvé refuge dans des abris collectifs dans la province de Hassaké et «ont un besoin urgent de nourriture» et autres articles de première nécessité tels que des matelas et des couvertures. En outre, elle dénombre 1.647 personnes déplacées ayant cherché refuge dans la ville kurde de Kobané (Aïn al-Arab en arabe), située à la frontière turque dans la province d'Alep, où des habitants ont déclaré à l'AFP manquer de nourriture, d'eau et d'électricité.





## Algérie : l'heure du choix stratégique

Par Laala Bechetoula

Non pas celui de la grandeur proclamée, mais celui de la fonction réelle. Dans le monde qui vient, on ne domine plus par le discours ; on compte par la capacité à organiser, stabiliser et relier. L'Algérie est-elle appelée à devenir une force d'équilibre régionale, ou à demeurer un simple espace de transit dans les rivalités des autres ?

### CHANGEMENT DE GRAMMAIRE

Le Forum économique mondial de Davos 2025 n'a pas produit de moment fondateur. Il a fait mieux ou pire : il a confirmé une tendance lourde. Le système international ne fonctionne plus selon la logique du multilatéralisme normatif hérité de l'après-guerre froide. Les règles demeurent, mais elles ne structurent plus seules l'ordre mondial. Elles coexistent désormais avec des arrangements plus restreints, plus rapides, plus fonctionnels.

La transformation est profonde. Les relations internationales obéissent à une nouvelle syntaxe : celle des interdépendances négociées, bilatérales ou en cercles choisis. La valeur d'un État ne se mesure plus à son alignement idéologique, mais à son utilité concrète : sécuriser des approvisionnements, stabiliser des flux migratoires, garantir la continuité énergétique, offrir de la prévisibilité.

Dans cette logique, la légitimité se déplace de la norme vers la fonction. Les acteurs qui montent ne sont pas ceux qui proclament des principes universels, mais ceux qui résolvent des problèmes précis pour des partenaires multiples. C'est dans ce déplacement silencieux que l'Algérie réapparaît sur les radars stratégiques non comme puissance globale, mais comme acteur central d'un sous-système régional clé, entre Europe, Méditerranée et Sahel.

**À l'heure où l'ordre international glisse d'un multilatéralisme de principes vers un système de rapports utiles, contractuels et sélectifs, l'Algérie se retrouve face à un choix sileancieux mais décisif.**

### UNE TRAJECTOIRE SINGULIÈRE

La position algérienne actuelle n'est ni fortuite ni improvisée. Elle est le produit d'une trajectoire diplomatique construite sur le temps long. Le non-alignement, souvent réduit à un slogan, a fonctionné comme un véritable capital relationnel. L'Algérie a conservé une capacité de dialogue avec des pôles souvent antagonistes, sans basculer dans une dépendance exclusive. Dans un monde fragmenté, cette polyvalence n'est plus un luxe ; elle devient un actif rare. À cela s'ajoute une expérience interne de la résilience. Les crises successives politiques, sécuritaires, sociales ont contraint l'État à développer des mécanismes d'ajustement sans rupture systémique. Cette capacité d'absorption des chocs, souvent sous-estimée, devient aujourd'hui un signal de prévisibilité dans un environnement régional instable.

Enfin, la profondeur territoriale algérienne n'est pas qu'un fait cartographique. Elle structure des frontières multiples, contrôle des routes transsahariennes et abrite des réserves énergétiques majeures. Dans le contexte post-2022, cette géographie redevient un levier stratégique tangible.

### UN VIDE À ORGANISER

Depuis le début des années 2020, l'espace maghrébo-sahélien connaît un retrait relatif de ses anciens tuteurs. Le désengagement sécuritaire français, le recentrage européen sur ses priorités internes, et l'approche plus fonctionnelle des États-Unis et de la Chine ont créé un

vide. Non pas un vide d'influence, mais un vide d'architecture.

Les acteurs présents russes, turcs, émiratis interviennent de manière fragmentée, sans vision systémique. Aucun ne propose une stabilisation durable. Dans ce contexte, l'Algérie n'est pas appelée à remplacer une puissance tutélaire, mais à jouer un rôle plus discret et plus décisif : organiser la connectivité, sécuriser les flux, servir d'interface crédible entre des intérêts concurrents.

### DES ATOUTS ACTIVABLES

L'énergie constitue le premier levier. Le gaz algérien, redevenu stratégique pour l'Europe après 2022, ne vaut pas seulement comme exportation brute. Il peut devenir la base d'une intégration industrielle plus large : pétrochimie, hydrogène, interconnexions électriques. L'enjeu est clair : passer du statut de fournisseur à celui de plateforme.

Les infrastructures transsahariennes renforcent cette perspective. Routes, fibres optiques, projets ferroviaires esquissent un rôle de nœud logistique entre l'Afrique subsaharienne et l'Europe. À l'ère du retour des corridors physiques, cette position est loin d'être marginale.

L'ancrage dans les BRICS+, via l'adhésion à la New Development Bank, offre à l'Algérie des options financières alternatives et renforce sa capacité à naviguer entre clubs sans exclusivité. Enfin, la crédibilité sécuritaire de l'ANP, fondée sur la défense et la non-intervention, répond à une demande croissante de stabilité plutôt que de projection militaire.

### LE NŒUD DU PROBLÈME

Ces atouts restent cependant insuffisants s'ils ne sont pas transformés. La dépendance aux hydrocarbures demeure forte, limitant la résilience économique. La bureaucratie et l'imprévisibilité réglementaire freinent l'investissement à long terme. Et un souverainisme défensif, s'il se mue en fermeture excessive, risque de transformer la protection en paralysie. La souveraineté contemporaine ne se mesure plus à la capacité de dire non, mais à celle d'orchestrer des interdépendances choisies.

### TROIS HORIZONS

Un premier horizon verrait l'Algérie devenir un hub énergétique, logistique et sécuritaire du corridor euro-africain, combinant stabilité, attractivité et médiation régionale.

Un second prolongerait le modèle actuel, avec une centralité relative mais contournable, exposée à l'érosion progressive de son poids. Un troisième, plus sombre, ferait de l'Algérie un espace de transit subi, traversé par les rivalités extérieures sans capacité d'arbitrage.

### L'ENJEU RÉEL

L'Algérie n'est ni à l'aube d'un triomphe ni au bord du déclin. Elle se trouve à un point de bascule. Dans le monde post-Davos, la centralité ne se proclame pas. Elle se construit, patiemment, par la lisibilité économique, la diplomatie d'infrastructure et une gouvernance capable de s'ajuster. Le choix est simple dans sa formulation, exigeant dans son exécution : devenir une force d'équilibre, ou demeurer un espace de transit. L'Histoire n'attend pas. Elle passe, et retient ceux qui savent transformer une position géographique en stratégie durable.

## Quand l'eau décide : sécuriser les ambitions nationales par le cycle hydrologique Pour une Algérie résiliente, souveraine et durable

Par Elhabib Benamara

Pour que ces investissements colossaux atteignent pleinement leurs objectifs dans la durée, une condition s'impose à tous, indépendamment des choix idéologiques ou sectoriels : l'alignement avec la réalité physique de notre territoire. Dans un pays aride et semi-aride comme le nôtre, cette réalité porte un nom simple et universel : le cycle de l'eau.

Le prendre en compte n'est ni un luxe ni une posture écologique. C'est une exigence de rationalité, de sécurité économique et de bonne gouvernance. Travailler avec lui, c'est renforcer l'efficacité, la crédibilité et la durabilité de l'action de l'État.

### DES PLUIES ABONDANTES, DES INONDATIONS RÉVÉLATRICES

Les fortes pluies récentes qui ont touché le Nord du pays, provoquant des inondations urbaines et des dégâts matériels importants, constituent un signal clair. Elles ne traduisent pas un excès d'eau, mais une difficulté persistante des territoires à l'absorber, la ralentir et la stocker. Dans de nombreuses villes, l'eau a ruisselé rapidement vers les points bas, saturant les réseaux, inondant les quartiers, avant de rejoindre la mer. Quelques semaines plus tard, ces mêmes territoires feront face à des tensions hydriques. Ce paradoxe montre que le défi n'est pas seulement climatique, mais aussi un enjeu d'aménagement et de gestion territoriale. Il révèle surtout une marge de manœuvre concrète : renforcer la capacité de nos sols, de nos villes et de nos paysages à gérer l'eau lorsqu'elle est disponible, afin de réduire les risques et les coûts futurs.

### 1. AGRICULTURE : CONSOLIDER LES INVESTISSEMENTS PAR LA SANTÉ DES SOLS

La souveraineté alimentaire est une priorité nationale. Les projets agricoles, qu'ils concernent de grandes exploitations structurantes ou des initiatives de proximité, mobilisent des

**L'Algérie a engagé des chantiers majeurs et stratégiques : relance agricole, programmes de logement ambitieux, développement du Sud, sécurisation alimentaire et territoriale. Ces orientations répondent à des besoins réels et traduisent une volonté politique forte de bâtir un pays stable, productif et souverain.**

ressources financières, humaines et foncières considérables.

Pour garantir leur rentabilité et leur durabilité, un facteur mérite une attention systématique : la capacité des sols à retenir l'eau. Un sol vivant, riche en matière organique, agit comme une réserve naturelle. Il limite l'évaporation, réduit la dépendance à l'irrigation d'appoint et amortit les aléas pluviométriques.

Intégrer la santé des sols comme critère de pérennité dans la conception et l'accompagnement des projets agricoles, c'est protéger les investissements publics, sécuriser les rendements et transformer des charges récurrentes en capital productif national.

### 2. ÉLEVAGE ET STEPPES : SÉCURISER UN PILIER DE L'ÉQUILIBRE TERRITORIAL

La steppe algérienne et l'élevage pastoral jouent un rôle central dans l'économie, l'aménagement du territoire et la stabilité sociale. Les tensions observées périodiquement dans la filière, notamment à l'occasion de l'Aïd, constituent des indicateurs avancés de fragilités plus profondes.

Là où l'eau ne s'infiltre plus, l'herbe disparaît, la pression sur les éleveurs augmente et la dépendance aux importations s'accroît. Il ne s'agit pas d'un manque d'efforts humains, mais d'un affaiblissement progressif des fonctions hydrologiques des parcours.

Renforcer la capacité des steppes à capter et retenir les pluies, par des aménagements simples de ralentissement du ruissellement, permettrait de sécuriser durablement la filière, de réduire les coûts de soutien et de valoriser un patrimoine national stratégique.

### 3. HABITAT ET VILLES : TRANSFORMER L'EAU DE PLUIE EN ALLIÉE

Les programmes de logement et d'urbanisation, notamment dans le Sud et les Hauts Plateaux, répondent à une demande sociale légitime. Leur performance à long terme dépend cependant de leur capacité à gérer efficacement l'eau et l'énergie. Des quartiers conçus pour évacuer rapidement l'eau de pluie deviennent, avec le temps, plus vulnérables aux inondations, plus coûteux à rafraîchir et plus dépendants des ressources extérieures. À l'inverse, un urbanisme capable de capter, infiltrer et recycler l'eau crée des microclimats plus stables, réduit les charges publiques et améliore la qualité de vie. Il ne s'agit pas de ralentir la construction, mais de sécuriser l'investissement urbain par une approche adaptée aux réalités climatiques nationales.

### 4. SAHARA : RÉUSSIR LA VISION NATIONALE PAR LA MAÎTRISE DES RYTHMES NATURELS

Le développement du Sahara est au cœur de la vision stratégique de l'Algérie. Sa réussite durable repose sur une compréhension fine de ses équilibres naturels.

Historiquement, les sociétés oasiennes ont prospéré en ralentissant les flux : eau, vent, sable. Ces principes restent pleinement actuels. Diguettes, banquettes, plantations adaptées et gestion des eaux de ruissellement constituent un système de protection écologique pour les projets agricoles, industriels et urbains du Sud.

Les intégrer dès la conception permet de réduire les risques, d'allonger la durée de vie des infrastructures et de transformer la contrainte climatique en levier de résilience.

### CONCLUSION : LE CYCLE DE L'EAU, FONDEMENT DISCRET DE LA SOUVERAINETÉ

Dans un pays aride, la souveraineté ne repose pas seulement sur la volonté politique ou l'investissement financier. Elle dépend avant tout d'un équilibre hydrologique fonctionnel.

Placer la gestion et la restauration du cycle de l'eau au cœur des politiques publiques ne signifie pas changer de cap : cela signifie sécuriser les ambitions nationales, protéger les ressources et renforcer la résilience du pays face aux chocs climatiques.

L'eau n'est ni neutre ni passive. Elle n'obéit ni aux discours, ni aux intentions, ni aux volontés proclamées. Elle ne se plie pas aux slogans, aux plans quinquennaux ou aux décisions administratives ; elle suit uniquement les lois physiques, écologiques et biologiques. Travailler avec elles, plutôt que contre elles, donne à l'État les bases matérielles d'une réussite durable, en agriculture, en urbanisme, en énergie comme en sécurité hydrique.

Source de vie, l'eau se retire lorsqu'elle est maltraitée : accélérée, expulsée des sols, réduite à un simple déchet dans les égouts. Elle disparaît alors pendant des années, laissant nappes épuisées, oueds à sec, sols morts. Et lorsqu'elle revient, ce n'est jamais en douceur. Elle revient en crue et en destruction, non par vengeance, mais par la réaction mécanique de territoires imperméabilisés et dévitalisés. Ce que nous appelons catastrophes naturelles est souvent le résultat prévisible de décennies d'ignorance hydrologique.

Tant que l'eau sera traitée comme un problème à évacuer plutôt que comme une alliée à accueillir, elle nous manquera quand nous en aurons besoin et nous frappera quand nous ne serons pas prêts.

Contribuer à comprendre et à intégrer le cycle hydrologique n'est pas une critique : c'est un acte de loyauté constructive, au service de l'Algérie et de son avenir.



## Sur fond de réchauffement des relations avec Washington Le Venezuela va ouvrir l'exploitation pétrolière au privé

**Le Venezuela va complètement ouvrir l'exploitation pétrolière au secteur privé, selon un projet de loi adopté en première lecture jeudi à l'Assemblée nationale, sur fond de réchauffement avec les Etats-Unis qui ont nommé jeudi une nouvelle chargée d'affaires pour le Venezuela.**

Cette importante réforme, qui doit être approuvée en seconde lecture, intervient trois semaines après l'enlèvement du président Nicolas Maduro par les Etats-Unis, et la désignation de Delcy Rodriguez comme présidente par intérim.

L'approbation définitive est attendue dans les prochains jours, le pouvoir ayant la majorité absolue à l'Assemblée après le boycott des législatives par l'opposition en 2025.

Cette réforme apparaît comme un nouveau pas vers une normalisation des relations entre Caracas et Washington rompues en 2019. Mme Rodriguez a offert des gages de coopération au président Donald Trump qui ne fait pas mystère de son intérêt pour le pétrole du Venezuela, pays qui dispose des plus grandes réserves d'or noir de la planète. M. Trump a d'ailleurs confié jeudi avoir «parlé aujourd'hui avec Maria (Maria Corina Machado l'opposante et Nobel de la Paix) que j'aime beaucoup».

Mais Delcy (Rodriguez) fait preuve d'un leadership très fort jusqu'à présent.

Mme Rodriguez est cependant toujours sous le coup de sanctions de Washington, notamment le gel de ses avoirs.

### PÉTROLE AU PRIVÉ

L'exploitation pétrolière était jusqu'ici l'apanage de l'Etat ou d'entreprises mixtes dans lesquelles l'Etat détenait la majorité. Le projet de loi prévoit que «des entreprises privées domiciliées» au Venezuela pourront exploiter le pétrole après avoir signé des contrats.

«Le pétrole sous terre ne sert à rien. A quoi nous sert-il de dire que nous avons les plus grandes réserves du monde si nous ne pouvons pas augmenter la production ? Nous devons le faire (réformer), et nous devons le faire mainte-



nant», a lancé le président de l'Assemblée Jorge Rodriguez, par ailleurs frère de Delcy. «Chaque jour qui passe est un jour perdu, et un jour de réserves qu'on ne pourra pas utiliser», a-t-il ajouté. La production avoisine 1,2 million barils/jour (bj), selon les autorités.

Des années de mauvaise gestion et de corruption l'ont faite passer d'un pic de plus de 3 millions bj au début des années 2000 à un plus bas historique de 350.000 bj en 2020. La réforme de la loi sur le pétrole était un souhait des compagnies américaines, désireuses de voir protégés leurs éventuels investissements tant dans l'exploitation que l'exploration, selon des analystes.

Orlando Camacho, député président de la Commission de l'Energie, a lui souligné que «ce projet de réforme constitue une étape vers la modernisation du secteur énergétique. La véritable souveraineté ne réside pas seulement dans le contrôle des ressources, mais dans leur transformation en biens pour le peuple vénézuélien».

### «DIALOGUE»

Les Etats-Unis ont eux nommé jeudi chargée

d'affaires Laura F. Dogu, ancienne ambassadrice au Nicaragua, pays dirigé par le leader d'inspiration socialiste Daniel Ortega, proche allié du pouvoir vénézuélien. Le chargé d'affaires est celui qui dirige une mission diplomatique en absence d'ambassadeur, notamment quand les relations sont rompues.

Mme Dogu, qui s'installera dans l'immédiat à Bogota, remplace John McNamara, qui occupait ce poste depuis le 1er février 2025. M. McNamara ainsi que d'autres diplomates se sont rendus à Caracas le 9 janvier en vue «d'une reprise progressive des opérations», selon une source diplomatique.

«Nous sommes dans un processus de dialogue, de travail avec les Etats-Unis, sans aucune crainte», a déclaré mercredi Mme Rodriguez, qui semble affermir son pouvoir. Elle a réorganisé mercredi soir l'appareil militaire avec douze nominations d'officiers à la tête de régions militaires. Le Guardian assure jeudi que les Etats-Unis négociaient secrètement avec Mme Rodriguez depuis des mois. Citant une source américaine, le journal indique qu'en décembre elle avait convenu que Maduro devait partir. Un article

taxé de «faux» par les autorités vénézuéliennes.

### LIBÉRATION

Mme Rodriguez, dont l'intérim selon la Constitution peut durer six mois avant de nouvelles élections, avait aussi promis la libération de prisonniers politiques.

Ces libérations s'opèrent au compte-gouttes avec moins de 200 remises en liberté sur quelque 800 prisonniers politiques, selon l'ONG Foro Penal. Un des plus célèbres, Rafael Tudares Bracho, est sorti de prison dans la nuit de mercredi à jeudi. Il s'agit du gendre d'Edmundo Gonzalez Urrutia, le candidat d'opposition qui revendique la victoire à la présidentielle de 2024 face à Maduro.

Arrêté en janvier 2025, M. Tudares avait été condamné à 30 ans de prison pour terrorisme. Selon ses proches, il ne faisait pas de politique et a été victime des «représailles» du pouvoir contre M. Gonzalez Urrutia, exilé en Espagne. De nombreuses figures, comme les opposants Juan Pablo Guanipa et Freddy Superlano ou l'activiste Javier Tarazona, restent écroués.

## Au sein des banques européennes

### Le lourd coût social de l'essor des services en ligne

**Avec le développement massif de leurs services en ligne, les banques réduisent en parallèle leurs réseaux d'agences, où les clients se font plus rares, au prix de plans sociaux visibles partout en Europe.**



mutualisation de certaines tâches au sein des caisses régionales.

### CHACUN SON TOUR

Cette lame de fond concerne plus largement les établissements bancaires européens.

En Allemagne, Deutsche Bank a par exemple appliqué l'an dernier son plan visant à supprimer près de 2.000 postes dans sa banque de détail, dont la rentabilité est jugée insuffisante.

Sa concurrente Commerzbank a annoncé début 2025 un plan de réduction de 3.900

postes en cours d'ici à 2028, soit près de 10% de ses effectifs, du fait de «la numérisation et l'essor des sites internationaux».

Le nombre d'employés dans les banques et caisses d'épargne allemandes avoisinait les 550.000 en 2024, selon un rapport de Barkow Consulting cité dans le Handelsblatt, contre près de 775.000 au tournant de l'an 2000.

L'Italie a également payé ces dernières années un lourd tribut en matière d'emplois dans la banque, principalement en raison de la numérisation, du développement de l'intelligence artificielle (IA) et de restructurations internes. Le nombre d'agences a baissé de 20% en moins de cinq ans, et 20.000 postes ont été supprimés sur la période, selon des données du syndicat Fisac-Cgil arrêtées en 2024.

La première banque du pays, Intesa Sanpaolo prévoyait fin 2024 9.000 départs volontaires d'ici 2027, suivant de quelques années sa concurrente UniCredit, qui souhaitait supprimer 6.000 emplois entre 2020 et 2023, invoquant la baisse des opérations aux guichets liée à la montée du numérique.

L'Espagne, durement touchée par la crise financière de 2008, a de ce fait initié sa mue un peu avant ses voisins, réduisant dans la foulée et en l'espace d'environ dix ans ses effectifs d'un tiers. Au cours de cette «décennie noire», près de 100.000 emplois et 20.000 agences ont disparu dans le pays, selon des chiffres de la Banque d'Espagne.

Désormais, l'Espagne «s'est imposée parmi les pays européens où l'usage de la banque en ligne est le plus répandu», avec «plus de 70%» de la population qui utilisent des services bancaires numériques, selon un rapport publié mi-janvier par l'OBS Business School.



## Sanctions de la CAF à l'encontre de la FAF et l'équipe nationale Face aux manœuvres des Lekjaa et Motsepe, l'Algérie oppose sa grandeur



M. Zeggai

La CAF, dirigée par Patrice Motsepe pour ne pas dire Fouzi Lekjaa, a infligé de lourdes sanctions à la FAF, une sanction, jugée comme excessive et controversée. Ainsi donc, Fouzi Lekjaa et Patrice Motsepe persistent dans une logique de nuisance assumée à l'encontre de l'Algérie. Ils semblent oublier, ou feignent d'ignorer, que la grandeur d'une nation ne se mesure ni à l'influence institutionnelle ni aux jeux d'alliances opportunistes, mais à la solidité de ses principes, à la noblesse de ses valeurs et à la fidélité à son histoire.

Depuis le début de la CAN 2025, les tentatives de déstabilisation se sont succédé contre l'équipe nationale. Pressions, climat délétère, indisponibilité des billets pour le public algérien seulement, arbitrage contestable, décisions à géométrie variable : tout un arsenal de pratiques indignes du sport a été mobilisé pour entraver le parcours d'une sélection algérienne dont la seule faute fut de représenter un pays libre, souverain et refusant toute soumission. Pourtant, malgré ce contexte hostile, l'équipe nationale est sortie de la compétition en quarts de finale avec les honneurs,

fidèle à son identité. Elle est tombée non pas par manque de valeur, mais des conditions marquées par la complicité d'un arbitrage dont l'impact sur le résultat ne fait, aujourd'hui, plus de débat auprès des observateurs avertis et l'opinion internationale.

Les «Verts» ont quitté la CAN la tête haute, soutenus par un peuple conscient que la dignité n'est jamais négociable. Mais l'acharnement ne s'est pas arrêté au rectangle vert. La CAF, sous l'influence directe ou indirecte de Lekjaa, a poursuivi son œuvre à travers des sanctions jugées scandaleuses, disproportionnées et injustifiables, par une large partie de l'opinion sportive internationale. Ce que certains responsables de la CAF semblent ne pas comprendre, c'est que l'Algérie n'est pas un dossier disciplinaire que l'on peut manipuler à loisir. L'Algérie est une nation bâtie sur le sacrifice, la résistance et le refus de l'injustice. Un pays dont les vertus reposent sur la dignité, la fidélité aux principes, le respect de la souveraineté et la défense de la vérité, même lorsqu'elle dérange. Si ces décideurs, ou plutôt ces serviteurs zélés d'un système dévoyé, croient pouvoir décourager l'équipe nationale,

l'isoler ou la faire plier par des sanctions et des manœuvres mesquines, ils doivent revoir leurs calculs. L'Algérie a affronté des épreuves autrement plus rudes que des règlements biaisés ou des campagnes d'hostilité institutionnelles, elle en est toujours sortie plus forte, plus consciente et plus déterminée. Car la grandeur n'est pas un slogan, ni une posture conjoncturelle, mais le produit d'une histoire, d'un combat et d'un héritage. Cette grandeur-là, celle de l'Algérie, ne se décreète pas et ne s'efface pas. Elle s'impose, naturellement, face à toutes les tentatives de dénigrement et à tous les calculs de petitesse. Cette posture est l'expression d'une identité nationale. Une nation qui s'est libérée aux prix des sacrifices immenses ne se soumet pas à des décisions iniques, et ne renonce pas à sa dignité pour des intérêts partagés. Que ces responsables de la CAF, ou plutôt ce lobby, sache que l'Algérie demeure fidèle à ce qui fait sa force : une nation debout, consciente de sa valeur, et résolument tournée vers l'avenir, sans jamais renier ses principes. En somme, actuellement la FAF se tourne vers la Commission d'appel de la Confédération et en cas où cette décision est maintenue, il est attendu que la FAF saisisse le Tribunal arbitral du Sport (TAS).

## La réaction de Mustapha Berraf

M. Z.

Mustapha Berraf, président des comités olympiques africains a réagi aux déclarations du président de la FIFA, concernant les événements survenus lors de la finale de la CAN et aux sanctions de la CAF. « Le public algérien s'est, une nouvelle fois, illustré par sa ferveur exemplaire, confirmant son attachement indéfectible à l'équipe nationale et à sa patrie. Une mobilisation populaire remarquable qui reflète une culture sportive profondément ancrée.

Cet élan est également soutenu, au plus haut sommet de l'Etat : le président de la République qui a mis à disposition tous les moyens nécessaires, infrastructures mo-

dernes, soutien financier conséquent et accompagnement matériel, afin de créer un environnement propice à la performance », a-t-il commencé par dire avant d'ajouter, « Sur le plan sportif, l'EN a montré des signes encourageants, réalisant un parcours globalement meilleur que lors des deux précédentes éditions. Des acquis qu'il convient de consolider à l'approche de la prochaine coupe du monde, prévue dans quelques mois.

L'heure est à l'union et au soutien total pour encadrer l'équipe, la protéger et l'accompagner pour lui permettre d'être à la hauteur des attentes et de représenter dignement l'Algérie sur la scène internationale.

A propos de la CAF et les

questions liées à l'arbitrage, Mustapha Berraf compte rencontrer le président de la FIFA. « Je préfère, pour l'heure, ne pas m'exprimer sur cette problématique.

Gianni Infantino est membre du Comité international olympique, comme moi d'ailleurs. C'est un collègue avec lequel existent des relations fondées sur le respect mutuel. Je le rencontrerai début février à l'occasion de la prochaine session afin d'échanger directement avec lui ces sujets », a-t-il affirmé. « Enfin, je tiens à féliciter la sélection sénégalaise pour son deuxième titre continental consécutif », a-t-il indiqué tout en appelant à renforcer la coopération et le respect mutuel entre tous les acteurs du Sport africain.

## Ligue des champions d'Afrique : Aujourd'hui à 17h00/JS Kabylie-FAR Un derby capital pour la qualification des Canaris

M. Zeggai

Le stade «Hocine Aït Ahmed» va vibrer de nouveau au rythme de la compétition continentale à l'occasion de sa confrontation face à la formation marocaine des FAR, dans le cadre de la troisième journée de la phase de poules de la Ligue des Champions d'Afrique. Un derby très attendu qui promet d'être intense, engagé et difficile pour les deux protagonistes. Ce rendez-vous crucial intervient dans un contexte quelque peu particulier pour les 'Jaune et Verts'. Alors, l'effectif actuellement disponible sera-t-il en mesure de relever le défi et répondre aux attentes placées en lui ? Si l'équation s'annonce complexe sur le papier, elle est loin d'être impossible. Portée par le soutien indéfectible de son merveilleux public, la JSK possède les ressources nécessaires pour fai-

re face à l'adversité et défendre pleinement ses chances. L'enjeu est clair : les Algériens n'ont pas d'autre alternative que de s'imposer pour préserver intactes leurs chances de qualification. Tout autre résultat risque de compliquer sérieusement la suite du parcours. Ce qui signifie que la victoire est donc impérative, tant sur le plan comptable que psychologique. Conscient de l'importance capitale de ce match et des répercussions positives qu'un succès pourrait engendrer, Josef Zinnbauer n'a rien laissé au hasard, dans sa préparation. Au-delà du travail tactique, l'accent a été mis sur l'aspect psychologique afin de renforcer la confiance du groupe. Quelques ajustements ont également été apportés dans le but d'optimiser le rendement collectif. Cependant, la tâche s'annonce loin d'être aisée. Les nôtres devront se montrer vigilants

face à leurs hôtes qui ne sont certainement pas venus pour faire du tourisme. La formation des FAR se distingue par la présence de plusieurs joueurs étrangers de qualité à l'image du Sénégalais Fallou Mendy, du Mauritanien Nouh Mohamed El Abd mauritanie, l'Egyptien Reda Slim et l'Angolais To Carneiro. Sa principale force réside dans la stabilité de son effectif, un atout majeur qui lui permet d'afficher une certaine cohésion et une bonne maîtrise de ses automatismes. En face, la JSK est déterminée à ne pas laisser passer cette opportunité, elle est animée par une forte volonté de réussir de se replacer idéalement dans la course à la qualification. Côté effectif, deux nouveaux éléments, Boulkabout (ESM) et l'Angolais Jaredi Teixeira de Petro Atlético Luanda ont signé chez les Canaris et pourraient être qualifiés pour ce match.

## Coupe de la CAF: Aujourd'hui à 20h00 USM Alger-Djoliba AC Un rendez-vous décisif pour les Usmistes

L'USM Alger est appelée à livrer un duel de haut niveau. Les Usmistes auront, en effet, fort à faire face à une équipe réputée redoutable, capable de bien négocier ses déplacements et d'alterner le meilleur comme le pire. Autant dire que la mission ne s'annonce nullement facile pour les «Rouge et Noir», déterminés à se surpasser afin surtout de se réhabiliter auprès de ses supporters, encore marqués par la récente démission concédée face à son rival du MCA en super coupe d'Algérie, restée en travers de la gorge. Cette confrontation constitue néanmoins une belle opportunité pour les coéquipiers de Benbot qui ambitionnent de réaliser la passe de trois dans cette compétition. Avec six points récoltés en deux matches, un nouveau succès les rapprocherait davantage de la qualification. Toutefois, la prudence reste de mise devant un éventuel sursaut d'orgueil du représentant malien, habitué aux joutes continentales. Pour sa part, le coach adverse, l'Ivoirien Boudo Mory, nommé en juin dernier, refuse toute forme de relâchement et affirme que son équipe est ve-



nue pour jouer ses chances à fond et insiste sur la nécessité de rester concentré durant toute la partie. Pour sa part, Abdelhak Benchikha, reste optimiste quant aux possibilités de son équipe à aller vers l'avant et atteindre son objectif du jour. Pour cela, les Usmistes, qui restent sur une belle victoire acquise au Maroc face à l'OC Safi, semblent idéalement placés pour confirmer leur excellente entame dans cette coupe de la CAF qui reste l'un des objectifs

primordiaux des «Rouge et Noir» qui devront faire preuve de caractère pour sauter l'obstacle malien. Entre l'ambition des Algériens, avides de confirmation, et la volonté des visiteurs, décidés à déjouer les pronostics, ce duel promet d'être riche en enseignements et en suspense. Certes, l'indécision plane lors de ce match, mais avec l'avantage du terrain et l'appui du public, l'USMA a de solides arguments à faire valoir dans un match capital pour la qualification.

M. Zeggai

## UEFA Europa L.: Hadj Moussa artisan du succès de son équipe

Anis Hadj Moussa a livré l'une de ses prestations les plus abouties de la saison, en Ligue Europa. L'international algérien a été l'un des grands artisans du large succès de Feyenoord face au Sturm Graz (3-0), lors de la 7e journée de la

phase de groupes, confirmant son importance croissante dans l'effectif de Rotterdam. Remplacé à la 71', Hadj Moussa a quitté la pelouse sous les applaudissements, après avoir affiché des statistiques parlantes. Grâce à son but et sa

passe décisive, Hadj Moussa porte son total à huit réalisations toutes compétitions confondues cette saison, ainsi que quatre passes décisives. Une performance qui confirme son retour en forme après plusieurs matches plus discrets.



## Aïn El Beïda et pôle urbain Ahmed Zabana Les travaux de terrassement de plus de 8.000 logements AADL 3 inspectés

K. Assia

Une visite d'inspection a conduit avant-hier jeudi le wali d'Oran M. Ibrahim Ouchène et les membres de l'exécutif à Aïn El Beïda et au pôle urbain Ahmed Zabana, notamment aux deux sites devant abriter les projets de réalisation de 3.150 logements et 5.000 logements AADL3 soit un total de 8.150 unités de type AADL 3. A Aïn El Beïda, le chef de l'exécutif accompagné des cadres du secteur du logement a inspecté le site où des travaux d'aménagement et de terrassement sont lancés. Cette opération vise à dégager et à ouvrir des voies avec la réalisation d'un réseau routier et aussi celle d'un réseau d'assainissement des eaux usées et un autre pour l'évacuation des eaux pluviales. Ces travaux sont nécessaires pour pouvoir lancer par la suite la réalisation des ces logements et aussi celle des infrastructures à l'exemple des écoles.

La deuxième halte a été effectuée au pôle urbain Ahmed Zabana,

dans la commune de Misserghine où un programme de réalisation de 5.000 logements est prévu. Il s'agit donc de projets ambitieux qui vont répondre aux besoins de nombreux postulants à cette formule d'habitat. Par ailleurs, ce programme de 8.150 logements AADL3 a été renforcé d'un autre quota de 13.000 unités dont le choix des assiettes devant abriter ces projets aura lieu prochainement. Des sorties seront programmées pour retenir les sites qui seront destinés à la réalisation de ces logements. Il y a lieu de noter que ce programme vient s'ajouter à celui des 4.000 logements publics locatifs dont vient de bénéficier la wilaya d'Oran. Il sera réalisé dans 24 communes, dont 820 unités pour la commune d'Oran, 400 autres pour chacune des communes de Bir El Djir et Arzew, 300 unités pour Es-Sénia et Aïn El Turck, 150 unités pour Sidi Benyebka et Hassi Benokba, 100 unités pour les communes d'El Kerma, Sidi Chahmi, Bousfer, El Ançor, Mers El Kebir, Boutlélis, Misserghine,

Hassi Mefsoukh, Bethioua, Aïn El Beïda et Oued Tlélat, 80 unités pour Hassi Bounif et 50 unités pour Aïn El Kerma, Benfreha, Mers El Hadjadj et Taфраoui.

D'autre part, d'autres opérations sont aussi lancées dont 690 logements publics locatifs supplémentaires à Belgaïd (Bir El Djir) et 250 logements à Gdyl. Il y a lieu de rappeler que plus de 7.400 logements sociaux ont été distribués en juillet dernier à travers les 12 communes de la wilaya. Il s'agit de 2.000 logements sociaux destinés à la commune mère d'Oran, 450 logements sociaux destinés à Aïn El Turck, 161 logements sociaux à la commune d'El Ançor, 80 logements publics locatifs à Bousfer, 116 logements sociaux à Gdyl, 72 logements sociaux à Hassi Mefsoukh, 50 logements à Benfreha, 600 logements sociaux à Es-Sénia, 317 logements sociaux dans la commune de Bethioua, 248 logements sociaux dans la commune de Hassi Bounif, 100 logements à El Braya, 186 logements sociaux à Boutlélis, etc.

## Chambre de commerce et d'industrie Une journée d'étude consacrée à la loi de finances 2026

J. Boukraa

Dans le cadre de ses missions d'accompagnement et de soutien aux acteurs économiques, la Chambre de commerce et d'industrie de l'Ouest a organisé jeudi une journée d'étude consacrée à la présentation et à l'analyse des principales dispositions de la loi de finances pour l'année 2026. Cette rencontre a connu une affluence notable des opérateurs économiques, traduisant l'intérêt porté aux nouvelles orientations financières et fiscales. Cette importante manifestation a été présidée par le secrétaire général de la wilaya d'Oran. Dans son intervention, il a souligné l'importance de telles rencontres dans le renforcement du dialogue entre l'administration et les opérateurs économiques, ainsi que dans l'amélioration du climat des affaires et la promotion de l'investissement.

De son côté, le secrétaire de wilaya de la Chambre de commerce et d'industrie de la région d'Oran a réaffirmé le rôle central de la Chambre dans l'accompagnement permanent des opérateurs économiques. Il a mis en avant l'engagement de l'institution à offrir des espaces d'échange, de clarification

et de rapprochement entre l'administration et les acteurs économiques, afin de faciliter la compréhension des textes législatifs et réglementaires. Les travaux de cette journée d'étude ont été marqués par une série d'interventions techniques de haut niveau. Les communications ont débuté par les interventions des directeurs centraux des impôts, qui ont apporté des éclaircissements détaillés sur les nouveautés fiscales introduites par la loi de finances 2026. Elles ont été suivies par les contributions des cadres des Douanes algériennes, puis par celles des services des Domaines de l'État. Ces différentes présentations ont permis de mettre en lumière les nouvelles procédures, les mesures d'incitation et les mécanismes destinés à soutenir l'investissement et dynamiser l'activité économique.

La rencontre s'est conclue par l'ouverture d'un large débat avec les opérateurs économiques, au cours duquel leurs préoccupations et interrogations ont été soulevées. Les échanges se sont déroulés dans une atmosphère constructive et positive, reflétant une réelle volonté de concertation et de partenariat entre l'ensemble des parties prenantes. Cette rencontre confirme une fois de plus

l'engagement de la Chambre de commerce et d'industrie de la région d'Oran à accompagner les opérateurs économiques et à contribuer activement à l'amélioration du climat des affaires.

Ont pris part à cette journée d'étude : le directeur régional du commerce - Oran, le directeur de wilaya du commerce - Oran, des cadres des Douanes algériennes relevant de la Direction régionale d'Oran, le directeur régional des Domaines de l'État, des cadres de la Direction générale des Impôts, représentés par des directeurs centraux, le directeur de wilaya des Impôts - Oran Ouest, la directrice de wilaya des Impôts - Oran Est, le président de l'Union générale des commerçants et artisans algériens, le directeur régional de la Compagnie algérienne des assurances, le président-directeur général de la société KNOUF, le secrétaire de wilaya de la Chambre de commerce et d'industrie d'Aïn Témouchent, la présidente de la Chambre de commerce et d'industrie d'Aïn Témouchent, un membre du Conseil supérieur de la jeunesse, des représentants des autorités sécuritaires, des représentants de la famille médiatique, ainsi qu'un large public d'opérateurs économiques activant à l'échelle de la wilaya.

## Fortes rafales de vents

## 37 brigades techniques mobilisées par Sonelgaz Es-Sénia

K. Assia

Face aux fortes rafales de vents qui balayent depuis jeudi la wilaya d'Oran à l'instar des autres régions du pays et dont la vitesse varie entre 60 km/h et les 70 km/h, la direction de Sonelgaz Es-Sénia a pris les devants en mettant sur pied un dispositif exceptionnel afin de garantir un approvisionnement continu en matière d'énergie. Il s'agit de dispositions et de mesures exceptionnelles qui portent sur le renforcement du programme de permanence, a indiqué

Mme Fellahi, responsable de la communication, précisant que depuis la parution du bulletin météorologique, pas moins de 37 équipes d'intervention et de maintenance sont mobilisées dans les zones relevant de la compétence de cette direction. Ces 37 brigades techniques sont mobilisées et sont appuyées par d'autres effectifs et aussi des moyens pour une intervention immédiate et aussi efficace en cas d'urgence, a-t-elle ajouté. Dans ce registre, on saura que toutes les équipes et le staff technique sont mobilisés à travers les cir-

conscriptions d'est en ouest et du nord vers le sud et ce pour éviter toute perturbation en matière d'énergie. Ce plan mis en place porte également sur le recours aux différentes entreprises sous-traitantes pour sécuriser les réseaux de moyenne et de basse tension. Un centre d'appel national le 3303 a été mis à la disposition de ses abonnés pour signaler toute perturbation dans le réseau énergétique ou demander des informations, a fait savoir la responsable précisant que ce centre est opérationnel 24h/24 et pendant toute la semaine.

## 300 logements sociaux de Gdyl Des directives pour renforcer le chantier en main-d'œuvre

Des directives ont été données pour renforcer le chantier de réalisation des 300 logements publics locatifs, dans la commune de Gdyl, en main-d'œuvre et achever ce projet dont le taux d'avancement avoisine les 87%. Lors d'une visite effectuée sur site, le wali d'Oran a inspecté le projet et a insisté sur la nécessité de renforcer le chantier en ouvriers et ce afin d'achever les travaux et réceptionner ainsi ces logements dans les délais requis.

En 2024, pas moins de 500 logements de type public locatif ont été distribués dans la commune de Gdyl. Ce programme initié dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire est constitué d'immeubles de 5 étages, d'aires de jeux pour enfants et d'espaces verts, en plus de locaux commerciaux, des services administratifs, d'établissements scolaires et autres commodités. Ce quota fait partie des 2.500 logements de différentes formules distribués au niveau de la wilaya d'Oran.

Ces 500 logements sociaux sont situés au nouveau pôle d'habitat qui, rappelons-le, abrite les cités 1.050 et 1.500 logements sociaux. Idem pour les

logements de type promotionnel aidé où la commune a bénéficié d'un programme de 200 unités LPA. Les demandes déposées auprès des instances concernées avoisinent plus de 1.500 dossiers. La commune de Gdyl abrite un important pôle urbain, soit un site qui totalise 1.050 logements de type social locatif réalisé au titre de la résorption de l'habitat précaire. Celui-ci abrite les familles issues de plusieurs quartiers d'Oran et bénéficiaires de décisions de pré-affectation dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire.

Il y a lieu de rappeler que 182.825 logements toutes formules confondues sont en cours de réalisation selon un rapport détaillé sur l'état des programmes de logement en voie de concrétisation. Ce programme est en voie d'achèvement avec un taux d'avancement de l'ordre de 88,20% dont 72.482 unités de type public locatif.

Sur ce et selon la cellule de la communication de la wilaya, quelque 32.914 logements de type public locatif ont été distribués en cinq ans soit entre 2020 et 2025.

K. Assia

## Médecine et chirurgie orthopédique dans le sport Un colloque international au CHU d'Oran

Dans un contexte marqué par l'évolution rapide des pratiques médicales et l'importance croissante accordée à la médecine sportive, la wilaya d'Oran a accueilli, ce jeudi, le premier colloque international dédié à la médecine et à la chirurgie orthopédique et traumatologique dans le domaine sportif. Organisée par le Centre hospitalo-universitaire d'Oran, cette rencontre scientifique d'envergure s'inscrit dans une dynamique visant à renforcer la formation médicale spécialisée, à promouvoir l'échange d'expertises et à améliorer la qualité de la prise en charge des pathologies liées à l'activité physique et sportive. L'événement s'est déroulé en présence du directeur de la santé et de la population de la wilaya d'Oran, M. Kassi Abdellah, et du directeur général du Centre hospitalo-universitaire d'Oran, M. Achouri Madjid, aux côtés d'un parterre de médecins spécialistes algériens, ainsi que d'experts internationaux venus de la République tunisienne et de l'hôpital de Reims en France, témoignant ainsi de la dimension internationale de ce colloque.

Cette manifestation scientifique a constitué une véritable plateforme d'échange et de réflexion autour des avancées récentes en matière de médecine et de chirurgie orthopédique appliquées au sport. Les communications ont porté sur les nouvelles techniques de diagnostic, les approches thérapeutiques innovantes, la chirurgie orthopédique de

pointe, ainsi que les protocoles modernes de rééducation fonctionnelle, dans l'objectif d'optimiser la qualité des soins et d'aligner les pratiques médicales sur les normes internationales. Dans son intervention, le directeur de la santé et de la population, M. Kassi Abdellah, a insisté sur l'importance de l'ouverture sur les expériences étrangères et du renforcement de la formation continue des professionnels de santé, soulignant le rôle stratégique du CHU d'Oran en tant que pôle de référence régional et national en matière de soins, de formation et de recherche scientifique. Pour sa part, le directeur général du CHU d'Oran, M. Achouri Madjid, a indiqué que l'organisation de ce type de rencontres scientifiques internationales s'inscrit dans la stratégie de développement du centre, visant à promouvoir l'excellence médicale, encourager la recherche scientifique et consolider la coopération internationale, au bénéfice direct du patient.

La journée scientifique a été ponctuée par des interventions de haut niveau animées par des spécialistes tunisiens et français, qui ont partagé leurs expériences cliniques et présenté les protocoles les plus récents adoptés dans leurs établissements respectifs. Les débats ouverts et les échanges interactifs ont permis d'enrichir les connaissances des participants et de renforcer les liens de collaboration scientifique.

J. Boukraa

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

05 chaâbane 1447				
El Fedjr 06h41	Dohr 13h15	Assar 06h03	Maghreb 18h26	Icha 19h48





## Mascara

## Des projets pour améliorer l'alimentation en eau

La wilaya de Mascara a connu la réalisation de plusieurs projets importants s'inscrivant dans le cadre des efforts visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable.

Les services de la wilaya ont indiqué à cet effet que 17 projets ont été concrétisés dans ce domaine dans des zones urbaines, semi-urbaines et rurales, dans le cadre du programme d'urgence pour l'amélioration de l'alimentation en cette ressource vitale, du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, du programme de développement social et économique des communes, du budget de la wilaya, ainsi que du programme sectoriel.

Parmi l'ensemble de ces projets, six forages de puits artésiens ont été réalisés dans les communes de Tizi, Froha, Mamounia et El Bordj, permettant de fournir plus de 18.000 m<sup>3</sup> d'eau potable aux habitants de

zones urbaines et rurales de plusieurs communes, dont le chef-lieu de la wilaya, selon la même source.

Dans le cadre de ces opérations de développement, plus de 1.500 logements situés en zones rurales, répartis sur neuf communes, ont été raccordés aux réseaux d'eau potable à partir de cinq puits artésiens ayant bénéficié d'opérations de réhabilitation, auxquels ajoutent la réception de travaux d'aménagement de cinq réservoirs d'eau d'une capacité totale dépassant 1.500 m<sup>3</sup>, destinés à sécuriser l'alimentation en eau, notamment au profit des zones rurales, a-t-on précisé.

Par ailleurs, 14 communes ont réceptionné des projets de renouvellement, de réhabilitation et d'extension des réseaux de distribution d'eau potable au niveau des agglomérations urbaines, secondaires et rurales.

De son côté, l'unité de l'Al-

gérienne des eaux a réceptionné, durant l'année 2025, des projets de réhabilitation des conduites principales de transfert du système Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), alimentant les stations de pompage de Mohammadia et de Sig (11 communes).

D'autre part, 12 projets visant à améliorer l'alimentation en eau potable sont actuellement en cours de réalisation à travers les différentes communes de la wilaya de Mascara. Leur réception est prévue, au plus tard, durant le premier trimestre 2026, selon la même source.

Par ailleurs, les efforts consentis par l'Etat pour améliorer l'approvisionnement des agglomérations en eau potable ont été salués par les citoyens résidant dans des zones rurales, qui ont estimé que ces projets ont permis de mettre fin au grand déficit enregistré auparavant en matière d'alimentation en eau potable.

## Sidi Bel-Abbès

## Extension annoncée du réseau de fibre optique

La Direction de la poste et des télécommunications de la wilaya de Sidi Bel-Abbès a programmé une vaste opération visant à raccorder près de 90.000 logements à la technologie de la fibre optique, durant l'année 2026, dans le cadre de l'amélioration des services Internet et de l'extension de la couverture numérique à travers les différentes communes de la wilaya, a-t-on appris, jeudi, auprès du directeur du secteur, Mohamed Djemai.

Le même responsable a précisé que la direction, en coordination avec l'entreprise Algérie Télécom, compte

lancer un nouveau programme au cours de l'année en cours, ayant pour objectif de raccorder ce nombre supplémentaire de logements à cette technologie moderne, à travers l'ouverture de grands chantiers dans les différentes communes de la wilaya.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale visant à généraliser l'utilisation de la fibre optique et à renforcer les infrastructures des télécommunications, afin de répondre aux attentes des citoyens et aux exigences du développement local.

La même source a indiqué que la wilaya de Sidi Bel-

Abbès compte actuellement 117.811 logements couverts et raccordés au réseau Internet, dont 25.422 logements connectés à la technologie de la fibre optique, ce qui a permis d'enregistrer un taux d'utilisation d'Internet estimé à 77 % au niveau local.

Ce programme vise, selon l'intervenant, à améliorer la qualité du débit et à garantir la stabilité du réseau, tout en accompagnant le processus de transformation numérique et en soutenant les usages technologiques modernes dans plusieurs secteurs, notamment l'éducation, les services administratifs et les activités économiques.

## Tlemcen

## Quatre stations de pompage et 16 forages raccordés au réseau électrique

La société de distribution de l'électricité et du gaz de la wilaya de Tlemcen a procédé, au cours de l'année 2025, au raccordement de quatre stations de pompage d'eau et de 16 forages hydrauliques au réseau électrique, a indiqué un responsable de cette entreprise.

Cette opération a concerné le raccordement de quatre stations de pompage d'eau au réseau de distribution de l'électricité dans les communes de Sidi Medjahed, Ain Youcef, Maghnia et le village d'Ain El Hadjar, à travers la réalisation de trois transformateurs électriques et d'un réseau électrique d'une longueur dépassant un kilomètre.

Durant la même période, 16 forages hydrauliques ont également été raccordés à l'énergie électrique, avec la réalisation de 16 transformateurs électriques et d'un réseau électrique d'environ 8 kilomètres. Parmi ces forages figurent celui d'El Aribet dans la commune d'Amieur, de Taghma dans la commune d'Ain Fezza, deux forages à Zaouia dans la commune de Beni Bousaïd, ainsi que d'autres forages dans les communes de Marsa Ben M'hidi, Sidi Medjahed et ailleurs.

Le responsable a souligné que les équipes techniques de l'entreprise œuvrent au raccordement des différents

puits artésiens à l'électricité dans le respect des normes les plus élevées de qualité et de sécurité, tout en accélérant le rythme de réalisation afin de permettre aux citoyens de bénéficier de l'eau de ces forages dans les meilleurs délais.

Cette opération vise à améliorer les services énergétiques, à soutenir les programmes de développement, à répondre aux besoins des citoyens, des agriculteurs et des investisseurs, ainsi qu'à assurer la continuité de l'approvisionnement en eau dans les zones rurales, contribuant ainsi à l'amélioration de la production agricole et au soutien de l'économie locale.

## El Bayadh

## Deux projets pour renforcer le centre universitaire

Le Centre universitaire "Nour El Bachir" de la wilaya d'El Bayadh a bénéficié de deux projets importants, portant sur la réalisation de 2.000 places pédagogiques et d'une résidence universitaire d'une capacité de 1.000 lits, a indiqué, jeudi, le directeur du centre, le professeur Tayeb Ferradj.

Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a précisé que ces deux projets, inscrits au programme de l'année 2026, concernent la réalisation de 2.000 places pédagogiques, composées de salles de cours et d'amphithéâtres, destinées à l'Institut des sciences et à l'Institut des sciences et techniques des activités physiques et sportives, ainsi que la réalisation d'une nouvelle résidence universitaire d'une capacité de 1.000 lits.

Il a ajouté que le lancement des travaux des deux projets est prévu, avant la fin du premier trimestre de l'année en cours, dès l'achèvement de l'ensemble des procédures administratives, soulignant leur importance majeure dans le renforcement des infrastructures pédagogiques du centre, notamment au regard de la hausse notable du nombre d'étudiants souhaitant poursuivre des études universitaires, compte tenu de la diversité des formations proposées aux niveaux de licence, master et doctorat.

Actuellement, le centre universitaire d'El Bayadh dispose de 4.000 places pédagogiques, en plus de deux résidences universitaires, l'une pour les garçons et l'autre pour les filles, offrant une capacité globale de 2.000 lits.

Dans le même contexte, le centre universitaire a récemment bénéficié d'un projet de réalisation d'un hall technologique comprenant quatre ateliers et dix (10) laboratoires d'application.

Les travaux ont été lancés dans le cadre du programme de célébration du 63e anniversaire de la Fête de l'indépendance et de la jeunesse de l'année dernière, avec un délai de réalisation fixé à 18 mois et une réception prévue avant la fin de l'année en cours.

A noter que le centre universitaire compte actuellement environ 8.000 étudiants, répartis sur les différents cycles et spécialités.

Il propose plus de 80 spécialités réparties sur sept instituts, et dispose d'un encadrement de 296 enseignants.

## Tiaret

## Education : trois structures mises en service à Oued Lili

Trois équipements éducatifs ont été récemment mis en service dans la commune de Oued Lili, dans la wilaya de Tiaret, a indiqué, jeudi, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), M. El Hadj Lakhdar.

Le même responsable a souligné que l'école "moudjahid défunt Ahmed Gaid Salah", située au centre-

ville, a été renforcée par deux salles de classe destinées au cycle préparatoire, ainsi que par la réalisation d'une cantine scolaire. Cette infrastructure a permis de prendre en charge 230 élèves qui étaient auparavant contraints de parcourir de longues distances pour accéder à la cantine centrale.

Par ailleurs, une annexe

administrative a été réalisée au niveau de l'école "Chahid Hamaïdia Tahar", située dans la zone rurale de Ghallal.

Le coût de réalisation et d'équipement de ces projets, financés dans le cadre de l'autofinancement de la commune au titre de l'année 2025, s'élève à environ 12,9 millions de dinars, a-t-on ajouté.

## Tindouf

## Réseau électrique: vaste opération de maintenance

La société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) à Tindouf, appuyée par des équipes techniques représentant 14 directions de distribution à l'échelle nationale, a entamé de vastes opérations d'inspection et de diagnostic des réseaux électriques de la wilaya.

Cette action s'inscrit dans le cadre d'une opération d'envergure de soutien et de maintenance des réseaux électriques dans les wilayas du Grand Sud, en prévision de la saison estivale, a-t-on appris, jeudi, auprès de la même entreprise.

Cette opération, qui relève des préparatifs en vue de faire face au pic de consommation estivale, concerne l'inspection et le contrôle de plus de 1.750 kilomètres de réseaux de moyenne tension, ainsi que de 604 kilomètres de réseaux de basse tension à travers l'ensemble du territoire de la wilaya. Elle

inclut également l'inspection et la maintenance des transformateurs électriques, a précisé à l'APS le chargé de l'information et de la communication de la Société algérienne de l'électricité et du gaz- Distribution (Sonelgaz-Distribution) à Tindouf, Mehdi Hamadina.

Dans le même contexte, l'intervenant a indiqué que les travaux portent aussi sur la maintenance de 448 transformateurs publics de distribution, en plus des transformateurs principaux, qui constituent les sources essentielles d'alimentation en énergie électrique des wilayas du Grand Sud.

L'opération comprend également, selon le même responsable, le contrôle et la maintenance de plusieurs équipements techniques, dont trois cellules de moyenne tension, afin de garantir une meilleure flexibilité dans la distribution de l'électricité et une amélioration

des performances du réseau.

Concernant les parties prenantes et les objectifs de cette opération, M. Hamadina a souligné que 14 équipes techniques relevant de 14 directions de distribution de l'électricité et du gaz à travers le pays participent à ce programme, dans le cadre d'une initiative traduisant l'engagement de Sonelgaz-Distribution à améliorer la qualité du service fourni à ses clients dans les régions du Grand Sud.

Il a également relevé que cette opération concrétise le principe du travail conjoint entre les différentes directions, favorise l'échange d'expériences de terrain et permet d'accélérer les interventions, notamment dans les zones confrontées à des conditions climatiques extrêmes, garantissant ainsi un été tranquille et une stabilité de l'approvisionnement en énergie électrique.



**Médéa**

## Inondations: comment éviter le pire ?

La nécessité du maintien d'un niveau de veille et d'alerte "permanent" a été soulignée, jeudi, à Médéa, lors d'un conseil de l'exécutif de la wilaya de Médéa, consacré à l'examen du dispositif de prévention et d'intervention mis en place à l'occasion de la saison hivernale, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Les structures engagées dans le dispositif de prévention et de lutte contre les inondations et les crues des cours d'eau doivent rester "vigilantes et constamment en alerte", notamment après les fortes précipitations enregistrées depuis plusieurs jours sur l'ensemble du territoire de la wilaya, a-t-on fait savoir.

Le wali, Djillali Doumi, a insisté, lors de ce conseil de l'exé-

cutif, sur l'importance du volet préventif, estimant que "la réussite du dispositif de lutte contre les crues dépend essentiellement des actions préventives menées sur le terrain, en particulier l'entretien du réseau de collecte des eaux pluviales, le traitement des zones susceptibles de connaître des glissements de terrain et l'élimination des décharges sauvages érigées sur les lits des oueds".

Les responsables des secteurs des travaux publics, de l'Office national de l'assainissement, de l'énergie et de la Protection civile ont été chargés de veiller au bon fonctionnement des réseaux de collecte des eaux pluviales, à l'entretien des abords des routes, de garantir un approvisionnement régulier des commerces en

produits alimentaires et énergétiques, ainsi que la prise en charge rapide des éventuelles pannes électriques, ont indiqué les mêmes services.

La mobilisation des moyens logistiques (engins de travaux publics et camions) a été également évoquée lors de ce conseil de l'exécutif, au cours duquel il a été décidé de réactiver les cellules de veille et de suivi des intempéries au niveau des communes afin de rendre les interventions plus efficaces, a-t-on signalé.

Des missions de reconnaissance sont menées, depuis mardi, par les éléments de la protection civile au niveau des zones traversées par des cours d'eau pour surveiller la situation et d'alerter les autorités en cas de crue de ces oueds, précisent les services de la wilaya.

**Boumerdès**

## 19 familles relogées à Cap Djinet

Dix-neuf (19) familles occupant des constructions précaires dans la commune de Bordj Menaiel ont bénéficié, jeudi, d'une opération de relogement dans des logements sociaux, a-t-on appris d'un responsable de la daïra de Bordj Menaiel.

Selon le chef de daïra, Aziz Azzedine, ces familles, qui résidaient sur le site des chalets, en périphérie de Bordj Menaiel, ont été relogées dans des logements sociaux à Haoouch Ben Ouali, dans

la commune de Cap Djinet, relevant de la même daïra.

L'opération s'est déroulée dans de bonnes conditions organisationnelles, en coordination avec les services administratifs et de sécurité concernés, a-t-il ajouté, notant que cette action s'inscrit dans le cadre des efforts visant à éradiquer l'habitat précaire et anarchique, à améliorer le cadre de vie des citoyens et à promouvoir le tissu urbain à l'échelle de la wilaya.

Parallèlement à cette opération,

les services de la commune de Bordj Menaiel ont entamé des opérations de démolition des constructions précaires, de nettoyage et d'assainissement du site, ainsi que de clôture des assiettes foncières afin d'éviter toute réoccupation illégale.

Pour rappel, près de 36.000 logements, toutes formules confondues, ont été distribués à travers les communes de la wilaya au cours des cinq (5) dernières années (2020-2025).

**Tipaza**

## 70 exposants au salon des agrumes

Soixante-dix exposants ont pris part à la 20ème édition du Salon des agrumes, organisée annuellement par la Chambre de l'agriculture de la wilaya de Tipaza, en coordination avec la direction locale du secteur.

A l'ouverture de cette édition, organisée sous le slogan "Valorisation, développement et défis", et supervisée par le wali, Mohamed Amine Benchaoualia, des contrats de concession ont été remis à titre symbolique à plusieurs agriculteurs, dans le cadre de la politique visant la valorisation du foncier agricole et la promotion d'un investissement productif et durable, a indiqué le secrétaire général de la Chambre d'agriculture locale, Farid Dahmani.

A cette occasion, M. Dahmani

a appelé les agriculteurs bénéficiaires à redoubler d'efforts afin d'améliorer l'exploitation des terres et d'augmenter la production en quantité et en qualité, de manière à renforcer la place de choix occupée par la filière des agrumes à Tipaza, considérée parmi les premières wilayas du pays dans ce domaine.

La Direction des services agricoles de la wilaya prévoit une production de plus de 2,142 millions de quintaux sur une superficie agrumicole de plus de 8.250 hectares, soit en légère hausse comparativement à la campagne écoulée estimée à un peu plus de deux (2) millions de quintaux.

Le même responsable a souligné que la filière a enregistré une relance notable grâce aux mesu-

res incitatives prises ces dernières années en faveur du secteur agricole, tant en termes de surfaces cultivées que du volume et de la qualité de la production, ce qui a permis au produit de s'imposer sur les marchés nationaux et d'ouvrir des perspectives prometteuses en matière de commercialisation et de valorisation.

Cette 20e édition du Salon des agrumes a également vu la participation d'institutions bancaires et d'assurances, de dispositifs de soutien, d'apiculteurs et de producteurs d'huile d'olive, ainsi que d'établissements et d'instituts spécialisés relevant du ministère de l'Agriculture, et des

Chambres d'agriculture des wilayas d'Alger, Blida, Médéa, Tizi-Ouzou et Boumerdès.

**Blida**

## La distribution de l'eau perturbée dans quatre communes

Une perturbation dans la distribution de l'eau potable est enregistrée dans quatre (4) communes de la wilaya de Blida, depuis jeudi, a indiqué un communiqué de l'unité locale de l'Algérienne des eaux (ADE). Cette situation concer-

ne les communes de Bouinan, Boufarik, Soumaa et Guerrouaou, a ajouté le communiqué, précisant qu'elle est due à des travaux de réparation d'une panne sur la conduite de transfert reliant le réservoir d'eau Sahel à la station de pom-

page ONID, d'un diamètre de 1.200 mm. L'opération de réparation de la panne était en cours, jeudi, selon la même source, qui a assuré que le programme habituel de distribution d'eau sera rétabli dès l'achèvement des travaux.

**Bouira**

## Deux individus arrêtés pour vol de câbles de cuivre

**Farid Haddouche**

Suite à des informations faisant état du vol par deux individus des câbles de cuivre appartenant à un établisse-

ment public de Bouira, les éléments de la deuxième sûreté urbaine de Bouira ont ouvert une enquête. Les investigations ont permis d'identifier et d'appréhender rapidement les

auteurs du vol, et de récupérer une quantité de câbles de cuivre ainsi que les outils utilisés. A l'issue des formalités légales, les suspects ont été déférés devant la justice.

**Guelma**

## Ligne minière Est : Djellaoui appelle à renforcer le chantier



Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a inspecté, jeudi à Medjez Sfa (Guelma), les travaux de dédoublement, de correction et de modernisation du tronçon ferroviaire Bouchegouf-Dréa (Souk Ahras) de la ligne minière Est devant relier Annaba à la mine de phosphate de Bled El Hadba (Tébessa).

Le ministre s'est d'abord enquis, dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya de Guelma, de l'état d'avancement des travaux de nivellement menés sur le territoire de la commune de Medjez Sfa, en vue d'apprêter le tracé de la voie ferroviaire entre Bouchegouf et Dréa (Souk Ahras) sur un linéaire de 121 km (dont 40 km situés dans la wilaya de Guelma). M. Djellaoui a souligné, in situ, la nécessité d'accélérer le rythme des travaux et de renforcer le chantier en moyens humains et matériels pour respecter les clauses contractuelles définies pour chacune des étapes de la réalisation de ce segment du projet.

Le ministre a indiqué que le consortium algéro-chinois en charge de

cette partie du projet se verra signifier, "dès la semaine prochaine", une série de mesures à respecter, liées, notamment, aux "normes spécifiques à prendre en considération et au volume de travail quotidien pour chaque type de travaux, qu'il s'agisse d'ouvrages d'art ou de travaux de terrassement, conformément aux conditions convenues lors de l'attribution du projet".

Le ministre des Travaux publics et des infrastructures de base a également observé une halte sur le chantier de construction d'un grand pont s'étendant sur 350,7 m dans la commune de Medjez Sfa, où il a réitéré la nécessité d'accélérer la cadence de réalisation, soulignant que les visites de terrain seront intensifiées et menées régulièrement pour suivre l'état d'avancement des travaux et le respect des instructions.

Ce tronçon Bouchegouf-Dréa représente la seconde section du projet de dédoublement, de correction et de modernisation de la ligne minière Est destinée à relier, sur 422 km, le port d'Annaba à la mine de phosphate de Bled El Hadba.

**El-Meghaier**

## Plusieurs projets d'investissement lancés

Des projets d'investissement multisectoriels, d'un financement global de plus de 1,6 milliard DA, ont été lancés dans la wilaya d'El-Meghaier via le guichet unique décentralisé de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), ont indiqué jeudi les responsables du guichet.

Faisant une présentation des activités du guichet lors de la 4ème session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) pour l'année 2025, le directeur du guichet unique, Djamel Osmani, a fait savoir que ces projets sont versés dans les secteurs de l'agriculture, le bâtiment-travaux publics, l'industrie, le tourisme et les services. Dans le même sillage, plusieurs réunions ont été tenues, sous la supervision du wali d'El-Meghaier, par la commission chargée du recensement des assiettes foncières destinées à la promotion de l'investissement, pour l'identification du foncier relevant des Domaines de l'Etat à être mis à la disposition de l'AAPI et leur insertion dans la plateforme numérique spécial foncier d'investissement, en plus de la définition de la nature des projets appropriés aux retombées positives sur le développement local. L'opération a permis de délimiter les terrains situés à l'in-

térieur du tissu urbain en vue d'y localiser des projets susceptibles de créer des activités de services, de santé, d'éducation, de commerce et de tourisme, et accompagner le développement urbain local. A ce titre, 33 parcelles, totalisant près de neuf (9) hectares, ont été mises, via la plateforme numérique, à la disposition de l'AAPI au niveau des communes d'El-Meghaier et Djamaâ.

Le bilan du guichet unique fait état de l'attribution, à la lumière du traitement numérique des demandes de foncier économique, de parcelles de terrain ainsi que la délivrance de titres de concession au profit de 16 opérateurs. Les 17 autres parcelles n'ayant pas, pour le moment, fait l'objet d'intérêt d'investissement. Aussi, est-il fait état de la prise d'une série de mesures, à court et moyen termes, pour assurer la continuité et la qualité des prestations du guichet unique, par le perfectionnement de son encadrement, l'organisation de sorties de terrain pour s'enquérir des projets, et la promotion anticipative de l'investissement par la vulgarisation, à travers des journées d'information et de sensibilisation sur les mesures incitatives prévues par les lois relatives à l'investissement et au foncier économique.

### Horaires des prières pour Alger et ses environs

05 chaâbane 1447				
El Fedjr 06h26	Dohr 13h00	Assar 15h45	Maghreb 18h08	Icha 19h30





## «Ils nous ont empoisonnés» Vivre après les essais nucléaires

**Des décennies après  
la fin de la plupart des essais nucléaires, leurs  
effets se font toujours sentir  
et font des millions de morts, dénonce une ONG  
humanitaire norvégienne dans un rapport obtenu  
en exclusivité par l'AFP.**

De 1945 à 2017, plus de 2.400 engins nucléaires ont explosé dans des lieux aujourd'hui situés dans 15 pays, selon ce rapport de l'organisation Norwegian People's Aid (NPA).

Parmi les neufs puissances nucléaires (Etats-Unis, Russie, France, Royaume-Uni, Chine, Inde, Pakistan, Corée du Nord et Israël), seule la Corée du Nord a réalisé des essais nucléaires depuis les années 1990.

Le rapport de plus de 300 pages raconte comment les effets des essais se font toujours sentir partout dans le monde.

Hinamoeura Cross avait sept ans en 1996 lorsque la France a procédé à son dernier essai près de son domicile en Polynésie française. Dix-sept ans plus tard, on lui a diagnostiqué une leucémie.

«Ils nous ont empoisonnés», affirme à l'AFP Hinamoeura, aujourd'hui âgée de 37 ans. Le rapport affirme aussi que les retombées atmosphériques des essais ont affecté les organismes de chaque être humain sur la planète, ce qui va provoquer au fil du temps au moins quatre millions de décès prématurés dus au cancer et à d'autres maladies.

«Les essais nucléaires du passé continuent de tuer aujourd'hui», explique le directeur de la NPA, Raymond Johansen, qui espère que le rapport renforcera «la détermination à empêcher» que des armes nucléaires ne soient de nouveau testées ou utilisées.

Ce sujet revêt une nouvelle importance après que Donald Trump a suggéré en novembre que les Etats-Unis pourraient reprendre leurs essais, accusant la Russie et la Chine de déjà en faire, ce que ces pays démentent.

### «TRÈS DANGEREUX»

Cette éventualité avancée par le président américain alarme des experts.

«La période des essais nucléaires nous montre que les conséquences sont extrêmement durables et très graves» même s'il n'y a pas de guerre, affirme à l'AFP Ivana Hughes, enseignante de chimie à l'université Columbia et directrice de la fondation Nuclear Age Peace, qui a contribué au rapport.

Les retombées les plus lourdes concernent les communautés vivant à proximité des essais, dont beaucoup étaient effectués dans d'anciennes colonies. Ces communautés continuent d'afficher des taux élevés de maladies et d'anomalies congénitales mais aussi de traumatismes psychologiques.

Plus globalement, «chaque

personne vivante aujourd'hui porte dans ses os des isotopes radioactifs issus des essais atmosphériques», assure à l'AFP l'un des auteurs du rapport, Magdalena Stawkowski, professeure d'anthropologie en Caroline du Sud.

Selon le document, des centaines de milliers de personnes dans le monde ont déjà perdu la vie des suites de maladies liées aux essais nucléaires.

Il affirme ainsi qu'il existe des preuves scientifiques solides établissant un lien entre l'exposition aux rayonnements, même à faibles doses, et les dommages causés à l'ADN, le cancer, les maladies cardiovasculaires et des effets génétiques.

### DES MILLIONS DE MORTS PRÉMATURÉES

Les essais atmosphériques qui ont été réalisés jusqu'en 1980 devraient à eux seuls causer à terme au moins deux millions de morts supplémentaires dues au cancer, selon M. Ruff.

Il faut s'attendre à voir «le même nombre de décès prématurés supplémentaires dus à des crises cardiaques et à des accidents vasculaires cérébraux», avertit ce chercheur en santé publique de l'Université de Melbourne et cofondateur de la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (Ican), prix Nobel de la paix en 2017.

Les rayonnements ionisants - qui altèrent les molécules ADN et peuvent rendre les cellules cancéreuses - sont «extrêmement nocifs pour la santé», dit-il.

Selon M. Ruff, les preuves montrent clairement qu'il n'existe aucun niveau en dessous duquel il n'y a pas d'effets.

Les risques ne sont pas pour tous les mêmes selon le rapport : les foetus et les jeunes enfants sont les plus touchés et les filles et les femmes sont 52% plus sensibles aux effets cancérogènes des rayonnements que les garçons et les hommes.

### CULTURE DU SECRET

Le document dénonce la culture du secret dans les Etats ayant procédé à des essais nucléaires et accuse les gouvernements de vouloir chercher à relativiser ou à dissimuler les dommages, laissant les communautés touchées en manque d'informations et de soutien.

Dans l'archipel de Kiribati, par exemple, les études menées par le Royaume-Uni et les Etats-Unis sur les impacts en matière de santé et d'environnement restent classifiées.

En Algérie, une ancienne colonie où la France a procédé à 17 essais sur plusieurs sites dans le Sahara entre 1960 et 1966, les autorités ne savent toujours pas avec précision où sont enfouis les déchets radioactifs, déplore le rapport.

Aucun des Etats dotés d'armes nucléaires n'a jamais présenté d'excuses pour ces essais et, même dans les cas où ils ont fini par reconnaître les dommages causés, le rapport déplore que les programmes d'indemnisation servent «davantage à limiter la responsabilité qu'à aider en toute bonne foi les victimes».

«Les dommages sont sous-estimés, insuffisamment communiqués et insuffisamment pris en compte», constate Mme Stawkowski.

### «COBAYES»

En 2021, le président français Emmanuel Macron a affirmé, sans demander pardon, que la France avait «une dette» à l'égard de la Polynésie française pour avoir réalisé 193 essais nucléaires dans le Pacifique pendant 30 ans, entre 1966 et 1996.

Lorsque Hinamoeura Cross a été diagnostiquée d'une leucémie à l'âge de 24 ans, elle n'a pas immédiatement fait le lien avec les explosions nucléaires qui avaient eu lieu près de chez elle, en Polynésie.

Sa grand-mère, sa mère et sa tante souffraient déjà d'un cancer de la thyroïde «mais le lien avec les bombes nucléaires n'était pas clair pour moi à l'époque», témoigne auprès de l'AFP cette élue à l'assemblée de Polynésie française.

«La propagande française était très puissante», dit-elle, ajoutant que le peu qu'elle avait appris à l'école sur les essais nucléaires portait surtout sur leur impact économique positif pour la région.

«C'était de vraies bombes», dit-elle, déplorant que les membres de son peuple aient été traités comme des «cobayes» pendant des décennies.

Une loi française de janvier 2010 permet l'indemnisation des victimes des essais nucléaires effectués au Sahara algérien et en Polynésie mais ne prévoit aucun dispositif pour leurs proches au titre de leur préjudice moral, familial ou matériel.

Le rapport regrette qu'aucune instance internationale ne soit chargée d'aider les Etats touchés par les essais nucléaires et appelle les pays ayant procédé aux essais à intensifier leurs efforts pour évaluer les besoins, aider les victimes et dépolluer les environnements contaminés.

## Madrid Nouvelle capitale de l'investissement immobilier de luxe



Avec des prix compétitifs face à Paris ou Londres, une grande qualité de vie et une offre gastronomique et culturelle florissante, Madrid s'impose comme la destination en vogue pour investir dans l'immobilier de luxe, attirant en particulier les grandes fortunes latino-américaines.

Madrid «explose», résume auprès de l'AFP Edoardo Corda, fondateur d'une agence immobilière haut de gamme. La capitale espagnole est devenue une «ville incontournable pour investir et pour vivre» et les riches veulent «faire partie de ce boom». La ville domine depuis deux ans la liste annuelle de la société Barnes, un réseau d'agences immobilières de luxe, un rapport considéré comme un baromètre de référence pour investir dans ce secteur.

«Cosmopolite, joyeuse et animée, Madrid est devenue un lieu de résidence privilégié pour les acheteurs du monde entier» et s'impose en effet aujourd'hui comme l'une des destinations phares pour les UHNWI («Ultra High Net Worth Individuals», personnes détenant un patri-

moine d'au moins 30 millions de dollars) du monde entier, écrit Barnes dans son dernier rapport publié jeudi.

«Aucune autre capitale européenne n'offre une vie quotidienne aussi facile», avec un accès rapide à un aéroport international, de la sécurité, «un climat agréable, des services publics efficaces, des services de santé de premier plan, un enseignement de qualité et un excellent système de transport», liste le document.

### VÉNÉZUÉLIENS, COLOMBIENS ET RICHARD GERE

Selon Barnes, «une part importante» des acheteurs sont étrangers et parmi eux «60%» sont des Sud-Américains, suivis des Britanniques, des Français et des Américains.

Un constat confirmé par Martha Lucía Pereira, PDG de l'agence de luxe PresVip, qui compte une clientèle «à 99%» latino-américaine.

Mme Pereira, une Colombienne, a vu arriver les vagues de Latino-Américains qui venaient investir. La première a eu lieu il y a dix ans avec «les Vénézuéliens et les Colombiens», avant les Argentins et les Mexicains.

«A chaque fois qu'il y avait un mouvement populiste dans leurs pays, les personnes avec le pouvoir d'achat le plus important voulaient quitter leur pays par crainte pour leurs économies», explique Antonio de la Fuente, du cabinet de conseil immobilier Colliers, qui souligne que Madrid a détrôné Miami comme destination de prédilection pour ces capitaux.

Les investissements américains ont récemment augmenté, ce qu'il appelle «l'effet Richard Gere», en référence à l'acteur américain, qui s'est installé en 2024 à Madrid avec son épouse espagnole et qui a beaucoup vanté sa vie madrilène dans ses interviews.

Les acheteurs recherchent «de grands appartements

avec de beaux plafonds hauts, aux étages élevés», selon Barnes, surtout dans des quartiers comme Salamanca, aux rues larges et rectilignes et aux immeubles cossus des XIXe et XXe siècles, où se trouvent des boutiques de luxe et des restaurants toujours pleins.

### MOINS CHER QUE PARIS OU LONDRES

Le prix moyen du mètre carré dans les pâtés de maisons les plus recherchés se situe «entre 23.000 et 25.000» euros, indique M. de la Fuente.

Ainsi, un logement de 100 m2 ne descend pas en dessous de 2,3 millions d'euros. Un prix toutefois inférieur à ceux de Paris ou Londres, où le mètre carré peut dépasser 30.000 euros, relèvent les agents immobiliers.

La ville a aussi bénéficié du positionnement très favorable aux investissements étrangers de la présidente de la région de Madrid, la conservatrice Isabel Díaz Ayuso, qui cherche à faire de Madrid «la Floride de l'Europe».

«Madrid est un havre de stabilité sociale et réglementaire», souligne M. de la Fuente.

De plus, cette oasis est passée entre les mailles du filet du gouvernement central de gauche, qui tente de lutter contre la crise du logement dans le pays avec des mesures comme la suppression l'an dernier du «visa d'or», qui octroyait un titre de séjour aux non-Européens investissant au moins 500.000 euros dans un bien immobilier, et la proposition de taxer à 100% les achats de logements par des étrangers non européens.

«Heureusement pour ce pays et pour Madrid», cette dernière mesure «a très peu de chances d'aboutir», en raison de l'absence de majorité parlementaire pour le gouvernement du socialiste Pedro Sánchez, qui lui complique l'adoption de lois, ajoute M. de la Fuente.

### Publicité

**PENSÉE**  
**SENHADJI**  
**Zoubida**  
(ditte **RAHMA**  
**Bentchacha**)  
24.01.2012 -  
24.01.2026  
Depuis le 24  
janvier 2012, 14 ans de cela que tu  
n'es plus parmi nous, très chère et  
adorable mère. En cette circonstance  
mémorable, les familles **DJEBBAR** et  
**SENHADJI** au complet demandent à  
tous ceux qui t'ont connue et  
appréciée d'avoir une pieuse pensée  
en ta mémoire et prier Dieu Le Tout-  
Puissant de t'accorder Sa Sainte  
Miséricorde et t'accueille en Son  
Vaste Paradis Inchallah « **AMINE** »  
Ton cher fils **DJEBBAR Abou-Bêkr**  
إنا لله و إنا إليه راجعون

### EMPLOIS

Société privée à Oran recrute secrétaire maîtrisant l'Anglais et le Français. Envoyer vos Cv par email : emiratestayeb@gmail.com



2

09.31 Bel & bien  
10.50 Chacun son tour  
12.00 Tout le monde veut prendre sa place  
13.00 Journal  
13.20 13h15, le samedi  
14.05 Au bout de l'enquête, la fin du crime parfait ?  
16.50 Affaire conclue,...  
18.00 Tout le monde a son mot à dire  
18.35 N'oubliez pas les paroles  
19.10 N'oubliez pas les paroles  
20.00 Journal  
20.30 20h30 le samedi

## 21.10 100% logique : la réponse est sous vos yeux



Ce jeu familial, présenté par Cyril Féraud, est le premier quiz qui ne teste pas la culture générale et les connaissances, mais la logique, le sens de l'observation et le bon sens des téléspectateurs. Quel que soit son âge, son niveau d'études ou de connaissances, tout le monde peut donc participer. Cent candidats s'affrontent dans la bonne humeur pour tenter d'aller le plus loin possible dans le jeu et de décrocher une cagnotte pouvant grimper jusqu'à 100 000 euros. Un divertissement ludique et instructif, qui aiguise les sens, fait marcher les méninges et utilise la matière grise de chacun pour un moment de sport cérébral...

3

09.15 Teen Titans  
10.00 Mr Magoo  
10.40 Chef pays  
11.15 Des régions gourmandes  
12.00 Enquêtes de région le mag  
12.15 ICI 12/13  
12.55 Château !  
13.30 Samedi d'en rire  
16.30 Samedi d'en rire  
17.25 Le jeu des 1000 euros  
18.05 Questions pour un champion  
19.00 ICI 19/20  
19.55 Stade 2 la quotidienne

## 20.10 Meurtres à...



**Episode 9 : Meurtres à Millau**  
L'histoire des régions françaises est riche en légendes mystérieuses et macabres, chacune portant en elle des particularités qui lui confèrent une identité unique. Dans "Meurtres à...", ces récits oubliés refont surface de manière tragique, lorsque des crimes horribles se produisent, faisant écho à des événements d'un passé que l'on pensait clos. Alors que des meurtres inexplicables secouent une communauté, les enquêteurs, dont la détermination est mise à l'épreuve, doivent plonger dans les sombres archives...

4

10.52 Les as de la jungle à la rescousse  
11.55 Les Jeux de La Fontaine  
12.38 Potobot  
13.20 Un jour, une question  
15.26 Ninjago, le soulèvement des dragons  
17.17 Héros à moitié  
19.00 Lego DC Comics Super Heroes . The Flash  
20.15 LEGO Marvel Super Heroes.  
20.35 Lego Marvel Spiderman contre Venom  
20.55 Consomag

## 21.00 Un amour impossible



À Châteauroux, à la fin des années 1950, Rachel Steiner, après avoir travaillé un temps dans le garage familial, a trouvé un poste de secrétaire dactylographe à la sécurité sociale. Un midi, à la cantine, elle croise le regard de Philippe Arnold, qu'elle retrouve le soir même à un bal. Elle est aussitôt fascinée par ce fils de bonne famille, aussi cultivé qu'élégant. Entre les deux jeunes gens, c'est le début d'une histoire d'amour passionnée. Mais peu à peu, Philippe montre un visage un peu moins aimable.

5

09.15 Vida la véto  
09.50 Les Moodz  
10.05 Sur la piste des chiens sauvages d'Afrique  
10.40 Silence, ça pousse !  
13.35 Voyage au cœur des Alpes  
15.17 Imprévus  
15.35 Les trésors de Marie-Antoinette à Versailles  
16.30 Les routes de l'impossible  
17.25 C dans l'air l'invité  
17.40 C dans l'air  
18.55 C à vous  
21.00 C'est bon à savoir  
21.05 Echappées belles

arte

TMC

10.30 La Transylvanie . au cœur de la Roumanie  
11.15 Småland, le royaume des...  
12.00 La Suède, un bain de nature :  
12.45 La Suède, un bain de nature...  
13.30 Guerre et paix  
17.05 Des vignes et des hommes  
17.35 Invitation au voyage  
18.15 Pyrénées, vivre avec l'ours  
18.50 Arte reportage  
19.45 Arte journal  
20.05 28 minutes  
20.55 Les mystères d'un papyrus égyptien  
22.25 Les étonnantes techniques des bâtisseurs de la pyramide de Khéops



CINE + PREMIER 20.50

## SPARTACUS: HOUSE OF ASHUR

Saison 1 - Episode 8

Acteur: Joel Abadal, Simon Arblaster, Cameron Rhodes, India Shaw-Smith...

Libéré de l'esclavage, Ashur s'est frayé un chemin jusqu'au pouvoir, possédant le même ludus auquel il appartenait auparavant. Pourtant, diriger des gladiateurs n'est qu'un jeu d'enfant comparé au monde impitoyable de la politique romaine, un jeu où la trahison n'est pas un péché, mais une monnaie d'échange. Ashur va bousculer la tradition en introduisant un nouveau joueur dans l'arène : Achillia, une gladiatrice féroce et puissante désireuse de laisser sa marque dans un monde d'hommes. Ensemble, ils créent un nouveau genre de spectacle qui choque, dérange et offense l'élite romaine...



CINE + FRISSE 20.50

## BLADE RUNNER 2049

Acteur: Ryan Gosling, Harrison Ford, Ana de Armas, Jared Leto, Sylvia Hoeks

En 2049, la société a évolué sous l'emprise de la corporation Wallace, dirigée par le milliardaire Niander Wallace (Jared Leto), qui a pris le relais de la défunte Tyrell Corporation. Dans ce monde dystopique, des répliquants de nouvelle génération, obéissants et conformes, ont été conçus en série, tandis que les anciens modèles, tels que les Nexus 8, continuent d'exister. L'agent K (Ryan Gosling), un Blade Runner chargé de traquer et d'éliminer ces répliquants désobéissants, se voit confier une mission cruciale. Lors de l'élimination de Sapper Morton (Dave Bautista), un Nexus 8, K découvre...



CANAL+ CINEMA 21.00

## ON IRA

Acteur: Hélène Vincent, Pierre Lottin, David Ayala, Juliette Gasquet,...

Dans un petit appartement parisien où les souvenirs s'accumulent entre les murs usés par le temps, Rudy (Pierre Lottin), auxiliaire de vie au grand cœur mais au parcours chaotique, vient d'essuyer un nouveau revers. Licencié sans ménagement par le fils d'un vieil homme dont il s'occupait avec dévouement, il se retrouve une fois de plus confronté à la précarité et au sentiment d'avoir échoué. Pourtant, alors qu'il s'apprête à sombrer dans le découragement, un appel inattendu va tout changer. Au bout du fil, Marie (Hélène Vincent), une octogénaire au caractère bien trempé et à l'esprit toujours vif, lui lance un défi aussi urgent qu'inattendu...

# TÉLÉVISION

TF1

## 21.10 Star Academy



Apparue en 2001, l'émission « Star Academy » – qui a vu naître de nombreux chanteurs à succès tels que Nolwenn Leroy, Olivia Ruiz ou Jennifer – a fait son grand retour sur TF1 en 2022 après quatorze ans d'absence. Durant plusieurs mois, des chanteurs et chanteuses anonymes vivent ensemble dans le château de Dammari-les-Lys pour y suivre un entraînement intensif avec des professeurs de renom destiné à les aider à donner le meilleur d'eux-mêmes. Lors de chaque prime, ils ont l'opportunité de chanter en direct seuls, à plusieurs et aux côtés d'artistes de renom.

6

## 21.10 NCIS :Tony & Ziva



### S1 - Ep 5 : Sous haute sécurité

Après avoir appris que Jonah était détenu sous un faux nom dans une prison de haute sécurité en Autriche, Tony et Ziva infiltrèrent l'établissement pénitentiaire avec l'aide de Claudette et Boris. Ils découvrent la présence de Martine Aranow sur le site, ainsi qu'un drone expérimental dérobé à la société d'armement Reigning Fire...

CANAL+

## 21.00 Toulouse / Pau



Retransmission d'un match du championnat de France de rugby appelé le Top 14, une compétition de rugby à XV. Organisé depuis 1892, le championnat a connu à travers les décennies différentes hégémonies de clubs populaires tels que le Stade Toulousain, le Stade Rochelais, le RC Toulon ou encore le Stade Français. Le championnat a acquis le statut professionnel en 1995, et comporte 14 équipes depuis 2005. Sa puissance financière et sa popularité au sein du public français font en sorte qu'il est considéré...  
22.54 Canal Rugby Club le débrief

PLANETE +

TFX

W9

09.43 American Pickers,...  
12.03 The Nazi Cartel  
12.51 Adolf Eichmann . les aveux du diable  
13.50 La guerre des trônes, la véritable histoire de l'Europe  
15.39 L'Europe des merveilles  
17.31 Planète Archéo  
19.23 American Pickers, la brocante made in USA



09.15 Signé Cat's Eyes  
11.39 Top Info  
11.45 Cleaners les experts du ménage  
20.07 Petits plats en équilibre  
20.10 Star Academy, la quotidienne  
21.05 Petits plats en équilibre  
21.10 Chroniques criminelles



10.10 Absolument stars  
11.40 Desperate Housewives



### 17.30 La petite histoire de France





**Poissons** 19-02 au 20-03  
Vous avez raison de chercher à sortir de la routine, mais ne tombez pas dans l'excès

V  
U  
O  
P  
I  
FOLIO N° 0480

								MISE EN ORDRE FOYER
				NAVIRE EXPLOSIF				
			TRADITIONS FIT LE MORT					
					BISTROT LOUTRES DE MER		MOYEN DE TRANSPORT	
	EXCÈS PARAIT		POURSUIVRE EN JUSTICE COPIE					
AMIS GRECQUE							TETUE INDEFINI	
		CHIFFRE CIGA- RETTES	COUR GREFFENT		LE CŒUR A PARLER TRANSPIRE PERCE			
						NEGATION AUXILIAIRE		
			PRONOM PERSONNEL					CENT À L'HECTARE REGLES
							PETIT ANGE LUNE AU DÉBUT	
	OU BIEN LOURD			BOITE POUR LES BULLETINS DE VOTE				
			DANS AMAS VRAIS					

**A.** Belle-de-nuit.  
**B.** Pays. Tête de camp. Points opposés.  
**C.** Jour des clampins. Solide.  
**D.** Port religieux. Combine.  
**E.** Il refroidit avec du liquide.  
**F.** Mauvais couchant. Retour à la terre.  
**G.** Emblème du fascisme.  
**H.** Premier commandement. Etaient craintes du respect humain.  
**I.** Infinitif. Comme indiqué. Bernée.  
**J.** A part l'un de l'autre.

M	T	E	U	Q	O	B	L	I	B	E	R	T	E	C
E	R	E	U	Q	R	A	B	E	D	A	J	U	H	E
M	E	R	E	H	C	N	A	L	F	A	C	A	O	
E	C	Z	N	O	R	D	U	O	G	A	R	E	U	N
B	I	P	N	B	D	P	S	U	L	R	R	C	S	A
L	E	O	I	O	E	O	A	Y	U	E	E	N	S	N
E	L	U	L	O	B	R	P	E	L	R	J	E	E	R
R	R	D	E	M	O	T	D	L	U	O	T	M	M	E
U	E	R	V	U	U	A	I	T	I	E	E	E	A	V
O	D	E	T	S	S	T	I	E	N	C	S	D	R	U
T	O	E	I	S	S	R	I	T	O	L	U	O	B	O
U	R	R	A	U	O	U	E	N	P	R	I	E	R	G
A	B	B	O	I	L	J	A	L	O	U	S	I	E	P
A	M	M	F	P	E	C	N	A	T	S	I	S	N	I
A	E	H	P	O	R	T	S	A	T	A	C	S	U	M

Mon tout est tout est insigne, un symbole.

1 O	2 C	3 P	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26

4	5	6	7	1	16	13	4	6	8
5	10	5	10		7	10	2	8	9
14	4	10	5	16	8		1	5	
8	6		2	1	9	4	5	13	9
9		3	8	5	9	8	8		1
6	8	12		5	8			7	4
4	15	10	17	8		15	4	8	
6	10	6	8		15	8	7	2	4
13	5		12	8		7	8	4	5
7	10	6		3	7	8	9	6	8
8		10	2	7	8	9		8	7
	10	11	7	4	9		2		6
10	4	12	8	9		11	10	6	4
3	7	8	6	8	7		5	1	8
4	8		8	9		2	8	6	

**SUDOKU N°9479**

	A	B	S	U	R	D	E	S
D	U	R	E	T	E		V	
E		I	N		P	L	A	T
F	O	O	T	B	A	L	L	
A	R	C		O	N		U	A
L		H	A	R	D	I	E	S
C	L	E		D	U	N	E	S
A	I		C		S	E		E
T	A	C	H	A		R	I	Z
I		R	A	G	O	T	S	
O	S		S		S	E	I	N
N	U	E		C	A	S	S	E

A	H	U	R	I	S	S	A	N	T
N	A	V	I	G	A	T	E	U	R
I	B		G	A	L	E		D	A
M	I	N	I	M	U	M		I	V
E	T	U	D	I	E		P	S	A
R	A	M	E	E		R	A	M	I
	T	E	S		D	E	G	E	L
A	I	R		C	I	A	O		L
P	O	O	L		E		D	U	E
I	N		E	L	U	D	E	E	S

9	5	1	8	3	6	4	7	2
8	4	2	7	1	9	5	3	6
7	3	6	5	2	4	8	9	1
6	8	7	1	9	2	3	4	5
5	2	3	4	8	7	1	6	9
4	1	9	3	6	5	2	8	7
2	7	4	6	5	8	9	1	3
1	6	5	9	4	3	7	2	8
3	9	8	2	7	1	6	5	4

**CODÉS N° 9479**

1 L	2 A	3 N	4 G	5 U	6 M
7 E	8 R	9 S	10 O	11 T	12 D
13 I	14 H	15 C	16 P	17	18
19	20	21	22	23	24

## SIMULER ( Si - Mulet )



# 10 REFERENCES





## La Tunisie annonce avoir éliminé une «cellule terroriste»



Les autorités tunisiennes ont annoncé jeudi avoir éliminé une «cellule terroriste» de quatre personnes dans le centre-ouest de la Tunisie, non loin de la frontière algérienne. Les forces de sécurité traquaient les mouvements de ces personnes depuis quelques jours près de Majel Bel Abbès, une région montagneuse et forestière, a indiqué le ministère de l'Intérieur dans un communiqué.

Il n'a pas fourni de détails sur leur identité ou leurs projets. Mais selon des sites d'information citant des sources de sécurité, les quatre personnes étaient toutes tunisiennes et faisaient partie de la même famille originaire de la région de Hassi el Frid, dans le gouvernorat de Kasserine. Selon ces mêmes sources, l'un des individus est mort après avoir actionné sa ceinture d'explosifs lors de l'assaut policier. Tout début janvier, un jihadiste présumé avait été abattu et un policier avait succombé à ses blessures lors d'une opération antiterroriste dans l'ouest de la Tunisie.

## L'Union africaine lève ses sanctions contre la Guinée



L'Union africaine (UA) a annoncé jeudi la levée des sanctions contre la Guinée, pays d'Afrique de l'Ouest qui avait été suspendu des instances de l'organisation continentale après le coup d'Etat de septembre 2021.

Le Conseil paix et sécurité de l'UA, qui a salué l'organisation de la présidentielle ayant conduit fin décembre à l'élection du général Mamadi Doumbouya, a «décidé de lever la suspension de la participation de la République de Guinée aux activités de l'UA», selon un communiqué. M. Doumbouya, 41 ans, qui dirige le pays depuis le coup d'Etat de 2021 ayant renversé le président Alpha Condé, a largement remporté le scrutin, avec 86,72% des voix. Il avait au départ promis que ni lui ni aucun membre de la junte ne se présenterait à une élection à la fin d'une période de transition qui aura duré quatre ans. Le pays est dirigé d'une main de fer, plusieurs partis politiques ont été suspendus et les manifestations sont interdites depuis 2022.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Somalie : plus de 130 terroristes Shebab éliminés



Plus de 130 éléments du mouvement terroriste «Shebab» ont été éliminés dans une opération militaire menée dans la ville de Kooda, dans la région de la Basse-Juba, sud de la Somalie, a annoncé jeudi l'armée somalienne.

Les forces armées ont mené des opérations intensives ayant également fait plusieurs blessés

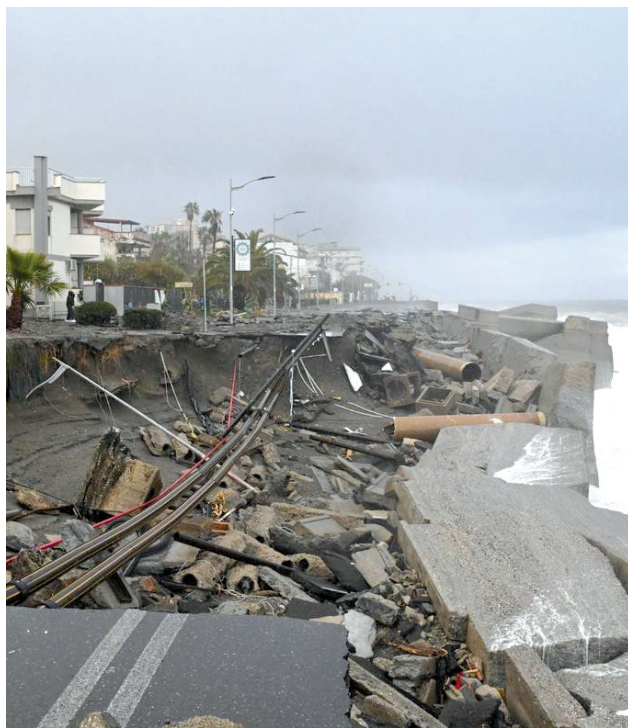
parmi les terroristes, en plus de la saisie d'équipements militaires et d'armes abandonnés par les assaillants lors de leur fuite de la zone, a ajouté la même source.

Elle a confirmé, en outre, que la ville de Kooda et ses environs sont désormais sous le contrôle total de l'armée somalienne, soulignant que les for-

ces demeurent en état d'alerte maximale afin d'assurer la sécurité des civils et de prévenir toute menace future.

Les forces de sécurité somaliennes ont réussi, ces derniers mois, à reprendre plusieurs zones du centre et du sud du pays précédemment sous le contrôle du mouvement terroriste Shebab.

## Tempête en Méditerranée: 740 millions d'euros de dégâts en Sicile



La tempête qui a frappé les zones côtières du sud de l'Italie cette semaine a causé 740 millions d'euros de dégâts en Sicile, a annoncé jeudi le gouverneur de la région. «Le montant des dégâts déclarés s'élève actuellement à 740 millions d'euros», a indiqué Renato Schifani, gouverneur de la Sicile, aux médias italiens, précisant qu'il s'agit de «la tempête la plus violente à avoir frappé la Sicile ces dernières années».

La tempête Harry a généré des vagues atteignant 16 mètres de haut, dévastant plusieurs zones côtières de Sicile, de Sardaigne et de Calabre, selon les autorités. Alessandra Todde, gouverneure de la Sardaigne, a pour sa part estimé les dégâts dans sa région à «plusieurs centaines de millions d'euros». Les rafales de vent ont gravement endommagé les routes, habitations et restaurants du littoral dans des zones prisées par les touristes. Des habitations ont été évacuées dans les zones côtières, mais aucun blessé n'a été signalé.

## Libye: le chef de la police judiciaire de Tripoli blessé par balle

Le chef de la police judiciaire de Tripoli a été blessé jeudi par balle, visé par des hommes armés non identifiés, ont annoncé ses services et le ministère de la Justice. La police judiciaire a condamné «dans les termes les plus fermes» les tirs qui ont atteint le général Faraj Al-Mabrouk, devant le Centre correctionnel et de réinsertion d'al-Jdayda, la plus grande prison de Tripoli. Le ministère a indiqué que ses blessures étaient légères, et dénoncé une «agression lâche». La police judiciaire est un organisme de sécurité affilié au ministère de la Justice, chargé de l'exécution des décisions et ordonnances judiciaires et du maintien de la sécurité au sein des tribunaux et établissements pénitentiaires.

## Pakistan: incendie d'un centre commercial, 67 morts



Au moins 67 personnes ont péri dans l'incendie samedi d'un centre commercial de Karachi, dans le sud du Pakistan, selon un nouveau bilan annoncé vendredi par les autorités locales.

Le feu s'est déclaré samedi soir dans le Gul Plaza, l'un des centres commerciaux les plus fréquentés de Karachi avec ses trois étages et 1.200 magasins. «Les autopsies de 67 corps ont été réalisées», a indiqué le porte-parole du gouvernement provincial, assurant que des analyses ADN pour identifier les victimes se poursuivaient. Plus de 50 familles ont fourni des échantillons d'ADN dans l'espoir d'identifier leurs proches disparus. Les corps seront remis aux familles une fois les échantillons ADN analysés, ont déclaré jeudi les autorités provinciales. Une commission gouvernementale mène une enquête mais les causes du sinistre demeurent non déterminées.

## EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

### INTEMPÉRIES ET GRANDS BAVARDS

Quand la langue s'enhardit, elle neutralise l'esprit et n'accorde aucune valeur à la réalité. Le bavardage ne coûte pas cher à certains va-t-en-guerre contre la vérité. Il y a ainsi une pléthore de commentaires qui ne s'arrêtent pas à l'évaluation de la contenance d'un verre à moitié vide ou à moitié plein pour affirmer avec la facilité et l'assurance du langage qu'il serait obligatoirement vide.

Ainsi, avec légèreté insistante, on a pointé du doigt les autorités publiques les accusant de négligence et de manque de sérieux face aux intempéries survenues ces derniers jours à travers tout le pays. On a vite déduit que les ennuis vécus par la population par les dégâts provoqués par la force des

pluies sont dus à l'irresponsabilité des autorités et des élus.

Il ne restait qu'un pas à faire pour que l'on affirme que si par malheur un tremblement de terre se produisait, les mis en cause seraient les premiers incriminés pour n'avoir pas été capables de bloquer le séisme à sa source.

On ne regarde pas ailleurs pour juger et analyser les événements en toute conscience et l'on coud de fils noirs des remarques trop plates en la circonstance comme en plusieurs autres comme si le pays a fini de se construire.

Les inondations et les catastrophes

sont le menu permanent de nombreux Etats majeurs qui se targuent de s'être totalement accomplis. Ils demeurent pourtant grandement vulnérables et à la merci des folies de la nature.

On a le droit certes de rouspéter et d'insister sur la nécessité d'une politique adéquate de prévention pour parer aux catastrophes. Mais certains grands bavards ont imprimé une culture de dénigrement injustes par rapport aux efforts en silence avec une grande humilité, entrepris par des concitoyens dans l'ombre.

Certains, en se fixant sur l'entretien des avaloirs, omettent de faire les parallèles avec la sueur et la peine prodiguées par d'autres pour que le pays renforce sa droiture.